

## **Document de mise en œuvre (DOMO)**

# **Programme Opérationnel FEDER/FSE**

# **FRANCHE-COMTE ET MASSIF DU JURA**

## **2014-2020**

## SOMMAIRE

<b>Généralités sur les règles d'éligibilité .....</b>	<b>4</b>
<b>Précisions complémentaires au décret d'éligibilité des dépenses .....</b>	<b>4</b>
<b>Frais de personnel.....</b>	<b>4</b>
Pour le FSE : .....	4
<b>Coûts simplifiés.....</b>	<b>4</b>
Pour le calcul des dépenses indirectes : .....	4
Pour les frais de déplacement dans le cadre de l'assistance technique.....	5
<b>Autofinancement .....</b>	<b>6</b>
<b>Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services .....</b>	<b>7</b>
OS 1.1 : Augmenter les activités de RDI dans les domaines de la RIS 3 par un renforcement des capacités des centres de recherche.....	7
OS 1.2 : Augmenter le nombre de projets collaboratifs dans le cadre de la RIS3 ....	10
OS 1.3 : Accroître le nombre de créations et de transmissions/reprises d'entreprises.....	13
OS 1.4 : Soutenir l'investissement matériel et immatériel des entreprises et des filières.....	16
<b>Axe 2 : Promouvoir l'utilisation intelligente des TIC en faveur de la société et de l'économie.....</b>	<b>19</b>
OS 2 : Améliorer la qualité et l'accès aux services grâce au numérique en Franche-Comté .....	19
<b>Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique.....</b>	<b>23</b>
OS 3.1 : ENR - Méthanisation.....	23
OS 3.1 : ENR – Bois énergie .....	27
OS 3.1 : ENR – Géothermie .....	32
OS 3.2 : Réduire la consommation énergétique dans le logement social - Investissements.....	38
OS 3.3 : Réduire la consommation énergétique des bâtiments publics de l'enseignement supérieur .....	41
OS 3.2 et 3.3 : Ingénierie .....	43

OS 3.4 : Réduire l'utilisation de la voiture dans les déplacements domicile-travail .	45
<b>Axe 4 : Mettre la formation et la qualification au service d'une économie locale pourvoyeuse d'emplois.....</b>	<b>50</b>
OS 4.1 : Améliorer les connaissances de base des personnes faiblement qualifiées à travers une meilleure intégration dans des parcours de formation .....	50
OS 4.2 : Augmenter le niveau de qualification des actifs .....	53
<b>Axe 5 : Favoriser une approche intégrée du développement urbain durable .....</b>	<b>55</b>
OS 5.1 : Augmenter la qualité de l'environnement en réhabilitant les espaces dégradés des pôles métropolitains.....	55
OS 5.2 : Augmenter la qualité du cadre de vie dans les quartiers prioritaires .....	58
<b>Axe 6 : Promouvoir un développement touristique durable du Massif du Jura ..</b>	<b>61</b>
OS 6.1 : Augmenter la qualité de l'offre d'hébergement touristique du massif du Jura.....	61
OS 6.2 : Augmenter l'attractivité du massif du Jura .....	64
<b>Axe 7 - Assistance technique FEDER.....</b>	<b>67</b>
OS 7.1 : Garantir une mise en œuvre efficace et de qualité du FEDER .....	67
<b>Axe 8 - Assistance technique FSE.....</b>	<b>69</b>
OS 8.1 : Garantir une mise en œuvre efficace et de qualité du FSE .....	69
<b>Rappel des lignes de partage définies dans le PO .....</b>	<b>71</b>
Avec les autres fonds UE gérés par la Région Franche-Comté .....	71
Avec les autres fonds à l'échelle nationale .....	73
Avec les autres programmes de coopération.....	74
Avec les autres instruments de l'UE .....	75
Avec les instruments nationaux.....	75
<b>ANNEXES .....</b>	<b>76</b>
Liste des quartiers Politiques de la Ville éligibles à l'Axe 5, OS 5.2 .....	77
Liste des communes éligibles à l'Axe 6 -Massif du Jura.....	78

## **Généralités sur les règles d'éligibilité**

Le texte de référence est le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020, ci-après dénommé « décret d'éligibilité des dépenses »<sup>1</sup>.

## **Précisions complémentaires au décret d'éligibilité des dépenses**

### **Frais de personnel<sup>2</sup>**

#### **Pour le FSE :**

Concernant les temps de préparation, de suivi et de contrôle des formateurs liés aux heures de face à face, il est à noter que dans les actions de formation les coûts inhérents sont souvent valorisés par l'application d'un coefficient multiplicateur (par exemple : votés par le Conseil d'administration ou repris dans un accord d'entreprise).

### **Coûts simplifiés**

#### **Pour le calcul des dépenses indirectes :**

Les états membres sont fortement sollicités pour la prise en compte des possibilités offertes par les options de coûts simplifiés détaillées dans le règlement général UE n°1303/2013 (articles 67 et 68) et du règlement relatif au FSE UE n°1304/2013 (article 14-2).

Dans le cadre du PO FEDER/FSE Franche-Comté et massif du Jura 2014-2020, plusieurs catégories ont été retenues pour l'application d'un taux forfaitaire pour le calcul des dépenses indirectes<sup>3</sup> :

- **Cas général** : taux forfaitaire de 15% sur la base des dépenses directes de personnel mobilisé dans le cadre de l'opération
- **Cas particulier du FSE** :
  - Catégorie 1 : Opérations mises en œuvre en grande partie par le bénéficiaire (le bénéficiaire présente des dépenses de personnel importantes au vu des autres postes de dépenses) : taux forfaitaire de 40% sur la base des dépenses directes de personnel mobilisé dans le cadre de l'opération (article 14-2 du règlement FSE UE n°1304-2013).
  - Catégorie 2 : Opérations présentant plusieurs catégories de dépenses à des montants importants (le bénéficiaire présente avant tout des dépenses de personnel, mais peut également valoriser des charges de fonctionnement conséquentes) : taux forfaitaire de 20% sur la base des dépenses directes hors prestations, selon les

---

<sup>1</sup> Projet de décret d'éligibilité des dépenses, version du 23 décembre 2014, CGET/MAE

<sup>2</sup> Articles 7 et 8 du projet de décret d'éligibilité des dépenses

<sup>3</sup> Article 16 du projet de décret d'éligibilité des dépenses

modalités prévues par l'arrêté du 2 août 2010 relatif à la forfaitisation des coûts indirects des opérations recevant une participation du FSE<sup>4</sup>.

Postes de dépenses	Taux forfaitaire utilisé pour calculer les dépenses indirectes		
	Cas général	FSE seulement	
		Catégorie 1	Catégorie 2
Dépenses directes de personnel			
Prestations externes			
Autres dépenses directes			
Dépenses indirectes			
Taux forfaitaire appliqué	15%	40%	20%

	Dépenses sur lesquelles s'applique le taux Dépenses devant être justifiées
	Dépenses devant être justifiées
	Dépenses couvertes par la forfaitisation Dépenses ne devant pas être justifiées (acquises au prorata des dépenses réelles sur lesquelles porte le taux)

## Pour les frais de déplacement dans le cadre de l'assistance technique

Pour le calcul des frais de déplacement liés aux opérations d'assistance technique concernant les agents du Conseil régional de Franche-Comté, les modalités de l'arrêté du 3 juillet 2006<sup>5</sup> seront utilisées, conformément à l'article 67.5.c du règlement général.

<sup>4</sup> Dans le cas de l'AFPA, non éligible à cet arrêté, le taux de 15% prévu par le règlement UE n°1303/2013 sera utilisé.

<sup>5</sup> Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat

### ***Autofinancement***

Les plans de financement présentés doivent le cas échéant respecter la réglementation en vigueur concernant financements apportés par les maîtres d'ouvrage et notamment le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement (ainsi que ses nombreuses exceptions) et le Code général des collectivités territoriales.

**Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services**

**OS 1.1 : Augmenter les activités de RDI dans les domaines de la RIS 3 par un renforcement des capacités des centres de recherche**

Résultat attendu	Faire émerger des projets RIS3 : cela passe par l'augmentation des capacités des centres de recherche : moyens humains, équipement, plateformes.
Indicateur de résultat	Dépense Intérieure de Recherche et Développement des Administrations - DIRDA (IR1)
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien (CO24)</p> <p>Nombre de chercheurs travaillant dans des structures de recherche améliorées (CO25)</p>

### Types d'actions

- Mise en place de plateformes à vocation technologique et économique dans le cadre de la démarche RIS3: aide à la mise en place, au fonctionnement et à l'investissement (création, rénovation d'infrastructures de recherche, acquisition d'équipements...). Cela s'adresse notamment aux centres de recherche, établissements de l'enseignement supérieur et aux établissements hébergeant des plateformes technologiques.
- Soutien au développement des ressources humaines de la recherche dans les domaines identifiés dans le cadre de la démarche RIS3 : participation aux salaires, soutien à la mobilité et l'accueil de chercheurs
- Actions de structuration et de coopération de la recherche à l'échelle régionale, interrégionale et transfrontalière dans le cadre de la démarche RIS3: projets de regroupement des centres de recherche et accompagnement des opérations scientifiques structurantes ;
- Soutien aux projets d'excellence technologique, notamment dans le cadre du programme investissement d'avenir, afin d'améliorer la visibilité et l'attractivité de la recherche : compétences et équipement ;
- Valorisation de la recherche à destination des entreprises ou de la société dans le cadre de la démarche RIS3 : projets de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, projets de maturation des projets issus de la recherche.

## Bénéficiaires

Etablissements d'enseignement supérieur (dont les établissements publics à caractère scientifique et culturel et professionnel EPSCP), centres de recherche, établissements hébergeant des plateformes, fondations de coopérations scientifiques, fondations partenariales, ...

## Sélection – Critères d'éligibilité

Sélection des projets : Appel à manifestation d'intérêt RIS3

Les opérations soutenues devront s'inscrire dans la stratégie de spécialisation intelligente et dans une démarche structurée génératrice de retombées économiques pour la Franche-Comté. Seront privilégiées celles qui permettent de mettre en œuvre l'ensemble de la chaîne de valeur de l'innovation, de la recherche à la mise sur le marché de produits ou procédés nouveaux, dans une démarche collaborative et de mutualisation des équipements.

Il s'agit notamment d'inciter les entreprises et les chercheurs à collaborer autour de « projets structurants importants » communs et à mutualiser leurs moyens selon une démarche interdisciplinaire, en tenant compte des préoccupations des entreprises ou filières régionales et dans le but d'en améliorer la compétitivité.

Les équipements soutenus au titre du FEDER devront être accessibles aux entreprises régionales, et plus particulièrement aux PME, de manière à les soutenir dans le développement de la recherche effectuée au sein des domaines stratégiques de la RIS3.

## Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, dans le respect de la réglementation des aides d'état, à l'**exclusion** :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses de construction ou d'extension de bâtiments.

## Taux - Financement

Taux moyen de l'OT : 60% des dépenses éligibles

Taux maximum de la fiche action : 80% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides aux entreprises.

## Documents à joindre à la demande

Critère d'éco-conditionnalité : Présentation décrivant des éléments sur l'analyse des cycles de vie des matériaux et produits liés à l'activité de recherche subventionnée.



## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction de la recherche et de l'enseignement supérieur (DRES), Direction des Affaires économiques (DAE), Direction des ressources agricoles et naturelles (DRAN)

DRRT

DIRECCTE

Cofinanceurs

**Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services**

**OS 1.2 : Augmenter le nombre de projets collaboratifs dans le cadre de la RIS3**

Résultat attendu	Augmenter le nombre de projets collaboratifs ; Renforcer l'accès à de nouveaux marchés pour les entreprises en facilitant le transfert de connaissances et de technologies ; Encourager les entreprises à développer de nouveaux produits.
Indicateur de résultat	Nombre de brevets (IR2)
Indicateurs de réalisation	Nombre d'entreprises soutenues (CO01) Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche (CO26) Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (CO27) Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour lancer des produits nouveaux pour le marché (CO28) Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour introduire des produits nouveaux pour l'entreprise (CO29)

### Types d'actions

- Actions visant à identifier, accompagner, suivre et évaluer, sur toute leur durée de grands projets industriels de R&D, y compris la dimension transfrontalière et interrégionale : expertises, benchmarking, accompagnement ;
- Renforcement des compétences en innovation dans le cadre de la RIS3 : notamment mise en place de formations et mise à disposition de personnel scientifique et/ou technologique dans les entreprises;
- Soutien aux projets RIS3 dans les domaines d'action stratégiques : personnels, équipements, formations, ...
  - o portés par des entreprises ou des industriels et impliquant des PME
  - o collaboratifs (entreprises – laboratoire de recherche et entreprises-entreprises)

## Bénéficiaires

Etablissements d'enseignement supérieur (dont les établissements publics à caractère scientifique et culturel et professionnel EPSCP), centres de recherche, établissements hébergeant des plateformes, fondations de coopérations scientifiques, fondations partenariales, ...

Entreprises<sup>6</sup>

Instruments financiers

## Sélection – Critères d'éligibilité

Sélection des projets : Appel à manifestation d'intérêt RIS3

Les opérations soutenues devront s'inscrire dans la stratégie de spécialisation intelligente et dans une démarche structurée génératrice de retombées économiques pour la Franche-Comté. Seront privilégiées celles qui mettent en œuvre l'ensemble de la chaîne de valeur de l'innovation, de la recherche à la mise sur le marché de produits ou procédés nouveaux, dans une démarche collaborative et de mutualisation des équipements.

Il s'agit notamment d'inciter les entreprises et les chercheurs à collaborer autour de «projets structurants importants » communs et à mutualiser leurs moyens selon une démarche interdisciplinaire, en tenant compte des préoccupations des entreprises ou filières régionales et dans le but d'en améliorer la compétitivité.

Les équipements soutenus au titre du FEDER devront être accessibles aux entreprises régionales, et plus particulièrement aux PME, de manière à les soutenir dans le développement de la recherche effectuée au sein des secteurs clés de la RIS3.

Pour les projets collaboratifs, les aides publiques devront porter majoritairement sur les entreprises.

Lorsque les opérations présentées portent sur la mise en place d'instruments financiers, ceux-ci doivent être compatibles avec une évaluation ex-ante spécifique.

## Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, dans le respect de la réglementation des aides d'état, **à l'exclusion** :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses de construction ou d'extension de bâtiments.

## Taux - Financement

Taux moyen de l'OT : 60% des dépenses éligibles

Taux maximum de la fiche action : 60% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

---

<sup>6</sup> Y compris entreprises de l'Industrie Agroalimentaire dans le cadre de projets collaboratifs

## Documents à joindre à la demande

Plan de financement de chaque partenaire du projet

Plan de financement consolidé avec tous les partenaires du projet

Critère d'éco-conditionnalité : Présentation décrivant des éléments sur l'analyse des cycles de vie des matériaux et produits liés à l'activité économique subventionnée.

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction des Affaires économiques (DAE), Direction des ressources agricoles et naturelles (DRAN), Direction de la recherche et de l'enseignement supérieur (DRES)

DRRT

DIRECCTE

Cofinanceurs

**Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services**

**OS 1.3 : Accroître le nombre de créations et de transmissions/reprises d'entreprises**

Résultat attendu	<p>Augmenter la création d'entreprises, en lien avec les objectifs de la SRDE, et notamment l'entrepreneuriat féminin ;</p> <p>Faciliter la transmission d'entreprises, dans un contexte de nombreux départs en retraite de dirigeants ;</p> <p>Améliorer la pérennité de ces nouvelles entreprises et par conséquent les emplois.</p>
Indicateur de résultat	Taux de création d'entreprises (IR3)
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre d'entreprises soutenues (CO01)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions (CO03)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (CO04)</p> <p>Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (CO05)</p> <p>Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions) (CO07)</p> <p>Augmentation de l'emploi dans les entreprises bénéficiant d'un soutien (CO08)</p>

### Types d'actions

- Sensibilisation :
  - Actions de diffusion de l'entrepreneuriat, sensibilisation et promotion
  - Promotion et développement de l'essaimage<sup>7</sup> et de la transmission
  - Entrepreneuriat social<sup>8</sup>
- Accompagnement :
  - Soutien aux pépinières, couveuses, incubateurs d'entreprises : personnel, prestation, équipements, coaching

<sup>7</sup> Démarche consistant pour une entreprise à aider un (ou plusieurs) de ses salariés à créer sa propre société ou à en reprendre une

<sup>8</sup> Définition dans l'article 1 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014

- Soutien aux organismes d'accompagnement à la création (dont transmission-reprise) d'entreprises, dans leurs missions d'accueil des porteurs de projets, de montage et de suivi des nouvelles entreprises : coaching, missions d'accompagnement.
- Financement :
- Participation au financement des projets de création et de reprise d'entreprises en mobilisant des instruments financiers.

## Bénéficiaires

Structures d'accompagnement et de sensibilisation, chambres consulaires, syndicats professionnels...  
Entreprises, associations et réseaux, dont les structures relevant de l'ESS<sup>9</sup>, instruments financiers...

## Sélection – Critères d'éligibilité

Sélection des projets : au fil de l'eau

Les projets de création/reprise d'entreprise ou d'accompagnement à la création/transmission/reprise d'entreprises devront constituer l'activité principale des bénéficiaires.

Une attention particulière sera portée :

- aux actions en direction des publics suivants : jeunes, féminins, demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap et les personnes âgées de plus de 50 ans,
- aux projets de création/reprise d'activité sous forme coopérative,
- aux projets porteurs d'innovation sociale,
- à l'effet levier sur les financements privés et l'emploi (pour les projets individuels),
- aux projets s'intégrant à la RIS3 ;

Pour les actions de sensibilisation/accompagnement/animation : les actions seront éligibles sur une période de 3 ans maximum et devront faire l'objet d'une évaluation, qui permettra d'estimer s'il y a encore des besoins à l'issue du projet.

Les instruments financiers devront être compatibles avec une évaluation ex-ante spécifique.

## Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, dans le respect de la réglementation des aides d'état, à l'exclusion :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses de construction ou d'extension de bâtiments.

---

<sup>9</sup> ESS : économie sociale et solidaire – voir article 1 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014

## Taux - Financement

Taux moyen de l'OT : 35% des dépenses éligibles

Taux maximum de la fiche action : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état.

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction des Affaires économiques (DAE), Direction des ressources agricoles et naturelles (DRAN)

DIRECCTE

Cofinanceurs

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

**Axe 1 : Assurer le développement et la pérennité de l'économie franc-comtoise en soutenant l'innovation, la recherche et la compétitivité des secteurs de production et de services**

**OS 1.4 : Soutenir l'investissement matériel et immatériel des entreprises et des filières**

Résultat attendu	<p>Améliorer la compétitivité des entreprises franc-comtoises grâce :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une appropriation des résultats de la recherche, en lien avec la démarche de spécialisation intelligente, leur permettant d'innover et de se diversifier ;</li> <li>- au financement de projets de développement ambitieux et économiquement viables des PME ;</li> <li>- à une appropriation des usages numériques dans l'entreprise ;</li> <li>- à une meilleure structuration des filières ;</li> <li>- à un renforcement des activités artisanales, commerciales et de services.</li> </ul>
Indicateur de résultat	Taux de valeur ajoutée des PME régionales (VA/CA) (IR4)
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre d'entreprises soutenues (CO01)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions (CO03)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (CO04)</p> <p>Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions) (CO07)</p> <p>Augmentation de l'emploi dans les entreprises bénéficiant d'un soutien (CO08)</p>

### Types d'actions

- Soutien à la structuration et à l'organisation des filières, clusters territoriaux, grappes : accompagnement des interlocuteurs,... ;
- Soutien à la création et au développement de groupements d'entreprises ;
- Accompagnement aux transferts de technologie renforçant le processus d'innovation dans les entreprises (projets individuels, collaboratifs et d'animation) ;
- Soutien aux investissements matériels de production de produits procédés et services innovants et aux formations associées ;
- Soutien à l'investissement immatériel (diversification produit/marché, mutations, nouveaux marchés à l'export, capital humain,...) ;



- Soutien au développement des entreprises de l'insertion par l'activité économique : équipements techniques (acquisition de matériel) et aménagement de locaux;
- Promotion des démarches de qualité, d'économie d'énergie et de matières : actions de sensibilisation des décideurs, aide à l'investissement (y compris pour les systèmes de mesure, suivi et évaluation).
- Soutien aux nouvelles filières locales de ré-emploi, valorisation matière ou énergétique, par le développement d'activités nouvelles ou par des coopérations, dans une perspective de développement d'une économie circulaire<sup>10</sup> et d'écologie industrielle et territoriale créatrice d'emplois.
- Accompagnement à l'appropriation des technologies-clé du numérique (informatique en nuage, calcul intensif, objets connectés et logiciels embarqués<sup>11</sup>, sécurisation des informations...) : formations, conseils, matériels, animations collectives et soutien individuel ...
- soutien aux solutions d'ingénierie et de conception partagées dans la sphère industrielle, de places de marchés, de plateformes de négoce, de sites partagés...
- soutien au développement du B2B (entre entreprises) et du e-commerce : animations collectives et accompagnement individuel ;
- développement de ressources et d'usages des TIC innovants (serious games, impression 3D,...) ;
- Soutien au développement du co-working et du télétravail (hors immobilier) ;
- Mise en place de nouveaux services, activités productives et usages dans les PME-TPE (fablabs, e-tourisme, progiciels de gestion intégrée,...).

## Bénéficiaires

Entreprises<sup>12</sup>, instruments financiers, chambres consulaires, syndicats professionnels, clusters, associations et réseaux...

Structures d'accompagnement et de sensibilisation, sociétés d'économie mixte, sociétés publiques locales, collectivités locales et établissements publics ayant pour compétences de développer l'usage du numérique pour les acteurs de l'économie...

## Sélection – Critères d'éligibilité

Sélection des projets : au fil de l'eau ou par appels à projets

Une analyse permettra de vérifier la faisabilité et la pertinence du projet de développement de l'entreprise, son impact sur l'emploi, l'effet levier sur les financements privés ainsi que la capacité de l'entreprise à rembourser les financements octroyés, lorsqu'il ne s'agit pas de subvention.

---

<sup>10</sup> Son objectif est de produire des biens et service tout en limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, et des sources d'énergies non renouvelables

<sup>11</sup> Logiciels portés par de l'électronique

<sup>12</sup> Y compris entreprises de l'Industrie Agroalimentaire dans le cadre de projets collaboratifs

Pour les opérations liées au numérique, les projets doivent concourir à la dimension transversale de la RIS3 en permettant aux entreprises d'innover, de se diversifier et de se développer.

Pour les dossiers individuels, le coût éligible du projet devra dépasser 100 000 €.

Lorsque les opérations présentées portent sur la mise en place d'instruments financiers, ceux-ci doivent être compatibles avec une évaluation ex-ante spécifique. Les projets et entreprises soutenues devront respecter les critères d'éligibilité de l'instrument financier concerné.

## Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, dans le respect de la réglementation des aides d'état, à l'exclusion :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses de construction ou d'extension de bâtiments.

Ces dépenses restent éligibles pour les opérations portées par des structures d'insertion par l'activité économique, entreprises qui combinent développement d'une activité économique durable et objectifs spécifiques d'inclusion sociale, dans la mesure où elles sont compatibles avec l'écosystème en place.

Pour les actions de sensibilisation/accompagnement/animation : les actions seront éligibles sur une période de 3 ans maximum et devront faire l'objet d'une évaluation, qui permettra d'estimer s'il y a encore des besoins à l'issue du projet.

Les instruments financiers devront être compatibles avec une évaluation ex-ante spécifique.

## Taux - Financement

Taux moyen de l'OT : 35% des dépenses éligibles

Taux maximum de la fiche action : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction des Affaires économiques (DAE), Direction des ressources agricoles et naturelles (DRAN), Direction de la recherche et de l'enseignement supérieur (DRES)

DIRECCTE

Cofinanceurs

## ***Axe 2 : Promouvoir l'utilisation intelligente des TIC en faveur de la société et de l'économie***

### ***OS 2 : Améliorer la qualité et l'accès aux services grâce au numérique en Franche-Comté***

Résultat attendu	<p>Développement de l'écosystème numérique éducatif ;</p> <p>Elargissement de l'offre culturelle numérique et les services permettant d'y accéder ;</p> <p>Amélioration de la qualité et de la proximité de l'action publique et des relations avec l'utilisateur ;</p> <p>Développement de l'usage du numérique dans le domaine de la santé, notamment le nombre de téléconsultations médicales.</p>
Indicateur de résultat	<p>Nombre d'actes de télé médecine (IR5)</p> <p>Part des élèves et des étudiants de l'académie utilisant un ENT (IR6)</p> <p>Part des actes télétransmis par les collectivités (IR7)</p>
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de nouveaux élèves utilisant un ENT (IS1)</p> <p>Nombre de nouvelles collectivités (ou groupements) transmettant leurs actes par voie dématérialisée (IS2)</p> <p>Nombre de nouveaux services numériques dans le domaine de la santé (IS3)</p> <p>Nombre de nouveaux services numériques dans le domaine de la culture (IS4)</p>

### **Type d'actions**

- **Education**

- Généralisation des espaces numériques de travail (ENT) ;
- Consolidation de la plate-forme ENT régionale (développements et intégration de modules applicatifs...) ;
- Développement des ressources numériques innovantes (serious games, ...) ;
- Développement des learning centers, de l'innovation pédagogique et de l'enseignement immersif à distance ;
- Mise en place d'un e-portfolio de compétences tout au long de la vie ;
-

- **Santé**

- Appui à la prise en charge d'affection à distance (maladies chroniques ...) et alternatives à l'hospitalisation (maintien à domicile,...)
- Amélioration des systèmes de communication, modernisation des systèmes d'information, et dématérialisation des documents
- Mutualisation des outils communs (annuaires patients et professionnels de santé, ...)

- **Qualité et proximité de l'action publique et des relations usagers-administrations**

- Mise en place de solutions de dématérialisation dans les collectivités ;
- Déploiement coordonné de dispositifs de visio-guichets ;
- Mise en place d'une plateforme régionale mutualisée d'information géographique (IDG) (ouverture de la donnée publique) ;
- Information en temps réel sur les transports en commun publics, billettique ;

- **Culture**

- Appui à la numérisation du patrimoine ;
- Aide au développement d'outils de médiation culturelle ;
- Appui à la création numérique culturelle ;
- Soutien à la création de services facilitant les usages culturels (applications pour matériels mobiles, portails de diffusion...) ;
- Aide à l'équipement de conservation pérenne des fichiers numériques ;

Et, de manière générale, toute action contribuant à l'objectif spécifique.

Les actions de soutien porteront à la fois sur le volet accompagnement et sur le volet investissement/mise en œuvre.

## Bénéficiaires

- Education, santé, culture : collectivités locales (et groupements), établissements publics et privés, Etat, entreprises, associations, GIP, GIE ;
- Qualité et proximité de l'action publique et des relations usagers-administrations : collectivités locales (et groupements), établissements publics et privés exerçant des missions de service public, Etat, GIP ;

## Sélection

### Modalités de sélection :

Les projets seront sélectionnés au fil de l'eau et éventuellement par appels à manifestation d'intérêt et/ou par appels à projets.

### Critères de sélection :

Les projets seront soutenus en fonction de leur caractère innovant et structurant pour le territoire régional (par exemple : projets portant sur des équipements partagés/mutualisés, projets reposant sur des dynamiques multi-partenariales,..) ainsi que du nombre d'utilisateurs visés.

De plus, une attention particulière sera portée sur:

- l'élaboration d'un diagnostic analysant la place des usagers dans la mise en place du nouvel outil / service / contenu numérique et démontrant sa pérennité ;
- les projets ayant une dimension régionale ou une masse critique permettant un effet d'échelle, ainsi que les projets pilotes présentant des garanties de réplcation sur d'autres territoires;
- les projets intégrant d'une part, dès leur conception, une analyse et une prise en compte de l'existant, et prévoyant d'autre part la ré-utilisation des outils et données produits (développements sous licence libre, données ouvertes,...) ;
- les projets intégrant un accompagnement à la conduite du changement des usages.

### Critères d'éligibilité

Seuls les projets ayant pour but l'élaboration d'un service / outil / contenu numérique pérenne (minimum 5 ans, 3 ans dans le cas des projets menés par des PME) pourront bénéficier d'un soutien.

### Dépenses éligibles

Sont éligibles les dépenses ci-dessous :

- les dépenses d'ingénierie nécessaires à la mise en place du nouvel outil / service / contenu numérique (frais de personnel, études, ...) ;
- les dépenses de logiciels ;
- les dépenses de matériel, limitées à 40% des dépenses éligibles. Les investissements matériels structurants et collectifs seront privilégiés par rapport aux équipements en terminaux individuels (postes utilisateurs, micro-ordinateurs, tablettes...) ;
- Les dépenses de personnel dans le cadre de la mise en place du nouvel outil/service numérique uniquement ;

Ces types de dépenses, liées au projet, seront prises en compte jusqu'à 18 mois à compter du lancement opérationnel du nouvel outil / service numérique.

Ne sont pas éligibles :

- l'achat de terrain et de construction/extension/réhabilitation de bâtiments ;
- le génie civil et les câblages internes et externes des bâtiments.

## Taux - Financement

Taux maximum de FEDER : 60 % des dépenses éligibles, dans la limite de l'application des règles d'aides d'état.

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Efficacité Energétique (DATEE), Direction de la Formation Tout au Long de la Vie (DFTLV), Direction Recherche - Enseignement Supérieur (DRES), Direction des Systèmes d'Information (DSI), Direction de la Jeunesse des Sports et de la Vie Associative (DCJSVA), Direction des Affaires Economiques (DAE), Direction des Transports (DT), Direction des Ressources Agricoles et Naturelles (DRAN), autres directions le cas échéant

Etat : SGAR, Rectorat, ARS, DRAC, autres services le cas échéant

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité, pour tous les dossiers

Cofinanceurs

## **Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique**

### **OS 3.1 : ENR - Méthanisation**

Résultat attendu	Augmenter la production d'énergies renouvelables (EnR) en Franche-Comté, conformément aux objectifs du SRCAE.
Indicateur de résultat	Production d'énergie de source renouvelable (bois, méthanisation, géothermie) (IR8)
Indicateurs de réalisation	Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (CO30) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

#### **Types d'action**

- Animations collectives pour informer, prospecter, conseiller les porteurs de projets et accompagner le montage de projets, encourager le développement des EnR à partir des ressources locales
- Investissements nécessaires pour les installations de méthanisation collectives pour des porteurs de projets publics et privés et création ou extension de réseaux de chaleur ;
- Aide au montage de projets collectifs expérimentaux de méthanisation : appui technico-économique, expérimentation sur la technologie ou sur le montage, organisation économique...

#### **Bénéficiaires**

##### **Animation :**

Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie  
Bailleurs et notamment bailleurs sociaux  
Organismes consulaires  
Entreprises et leurs groupements, exploitations agricoles  
Associations

##### **Investissement :**

Secteur public

- Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie
- Bailleurs sociaux
- Secteur résidentiel collectif et secteur tertiaire

Habitat collectif et tertiaire à caractère privé

- Bailleurs privés

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Validé en comité de suivi le 9 avril 2015

- Entreprises
- SCI non éligibles au crédit d'impôt
- EARL, GAEC, coopératives agricoles
- Associations
- Etablissements d'enseignement

## Sélection

Le dépôt des projets se fera au fil de l'eau ou sous forme d'appel à projets.

## Critères d'éligibilité

### Animation:

Sont éligibles les actions d'animations collectives concernant les types d'actions prévus dans le programme opérationnel accompagnant l'émergence de projets opérationnels.

Les prestataires devront être indépendants des fournisseurs d'énergie.

### Investissement :

Sont éligibles les projets remplissant les critères suivants :

- Installation d'une nouvelle unité de méthanisation,
- Epandage éventuel du digestat réalisé avec du matériel permettant la maîtrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation (notamment pendillards) :
  - o Si l'épandage est réalisé par le bénéficiaire, celui-ci doit justifier qu'il dispose du matériel adéquat,
  - o Si l'épandage est réalisé par un prestataire, le bénéficiaire doit justifier que le contrat de prestation prévoit l'utilisation d'un tel matériel.
- Réalisation d'une étude de faisabilité, présentant un diagnostic technique (composition des produits utilisés) et environnemental précisant l'impact de cet investissement sur les ressources, le recyclage possible, la valorisation des sous-produits
- Projet avec cogénération d'une puissance électrique supérieure ou égale à 300 kWe,
- Projet avec injection de biogaz pour un débit de bio-méthane supérieur ou égal à 90 Nm<sup>3</sup>/h,
- Valorisation énergétique supérieure à 65%,
- Taux de rentabilité interne (sans aides) supérieur ou égal à 4% et inférieur ou égal 8.5%.
- Absence d'utilisation de lactosérum,
- Absence d'utilisation des cultures (alimentaires ou fourragères) sauf des Cultures Intermédiaires à Vocation Énergétique (CIVE) et cultures dérobées dont l'utilisation doit être inférieure à 25% de la production totale exprimée en kWh.
- Déchets et sous-produits de culture alimentaires ou fourragère tolérés lorsqu'ils sont inutilisables pour l'alimentation humaine ou animale.

Ne sont pas éligibles les projets ayant pour objet l'augmentation de puissance d'une unité déjà fonctionnelle, quel que soit le niveau de puissance visé.



## Dépenses éligibles

### **Animation :**

Sont éligibles toutes les dépenses d'animation en lien avec les types d'actions prévus dans le programme, réalisés en vue de l'émergence de projets opérationnels.

Les opérations d'animation seront éligibles sur une période de 3 ans maximum. Elles devront présenter un bilan qui devra être communiqué avant le solde de l'opération et faire l'objet d'une évaluation démontrant l'existence de besoins avant de pouvoir prétendre à un nouveau financement.

### **Investissement :**

Sont éligibles les dépenses liées aux actions ci-dessous :

- Installation de production de biogaz (y compris préparation des substrats, séparation de phases à l'amont pour les lisiers, digesteurs, post digesteur),
- Installations de stockage et de valorisation énergétique du biogaz y compris cogénérateur,
- Coût de raccordement au réseau électrique ou de gaz,
- Installations de transport du biogaz vers les équipements de valorisation énergétique situés sur un site agricole, industriel ou d'une collectivité locale, réseaux de chaleur,
- Installations de prétraitement du gaz en vue de son transport en canalisation (épuration, odorisation, compression, appareils de mesure de comptage, analyseurs de gaz),
- Installations et équipements destinés au traitement du digestat : séparation de phases du digestat, déshydratation/séchage, compostage, déshydratation/séchage,
- Frais généraux liés aux dépenses visées ci-dessus, à savoir les rémunérations de bureaux d'études et de consultants,
- Frais de maîtrise d'œuvre et assistance technique à la montée en puissance,
- Matériels d'épandage des digestats (notamment les pendillards) permettant la maîtrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation.

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes:

- Achat de terrain,
- Exigences réglementaires : dossiers administratifs liés à la méthanisation, mise aux normes des installations de stockage des effluents,
- Chauffage de bâtiments (radiateurs, circuits internes),
- Installations et équipements supplémentaires de traitement du digestat : évapoconcentrateur, ultrafiltration, osmose inverse, stripping...
- Achat de matériel d'occasion,
- Autoconstruction,
- Etudes réglementaires et études de faisabilité.

## Taux – Financement

Taux moyen de l'axe : 40% des dépenses éligibles

### Animation :

Taux maximum de FEDER : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

### Investissement :

Taux maximum de FEDER, en fonction des résultats de l'analyse technico-économique :

- 15% pour des projets présentant un taux de rentabilité interne (sans aides) compris entre 7% (exclu) et 8.5% (inclus), dans la limite de 15% tous financements publics confondus et des taux imposés par la réglementation des aides d'état
- 20% pour des projets présentant un taux de rentabilité interne (sans aides) compris entre 5.5% (exclu) et 7% (inclus), dans la limite de 20% tous financements publics confondus des taux imposés par la réglementation des aides d'état
- 25% pour des projets présentant un taux de rentabilité interne (sans aides) compris entre 4% (inclus) et 5.5% (inclus), dans la limite de 25% tous financements publics confondus des taux imposés par la réglementation des aides d'état

## Documents à fournir

Etude de faisabilité préalable

Plan de gestion des digestats

Note présentant les modalités de sensibilisation, des potentiels utilisateurs et de la population à proximité de l'installation, de l'intérêt des énergies renouvelables et plus précisément de l'intérêt de cette nouvelle unité de méthanisation pour le territoire

## Services consultés

Région Franche-Comté : Direction des ressources agricoles et naturelles (DRAN)

ADEME

DRAAF

## **Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique**

### **OS 3.1 : ENR – Bois énergie**

Résultat attendu	Augmenter la production d'énergies renouvelables en Franche-Comté, conformément aux objectifs du SRCAE.
Indicateur de résultat	Production d'énergie de source renouvelable (bois, méthanisation, géothermie) (IR8)
Indicateurs de réalisation	Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (CO30) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

#### **Types d'action**

- Investissements nécessaires au développement du bois-énergie : Projets de chaufferies-bois, publiques ou privées, limitant les rejets de particules fines et création ou extension de réseaux de chaleur; plates-formes de stockage en adéquation avec les besoins définis dans le cadre des plans d'approvisionnement territoriaux (Equipements mobiles ou mutualisés privilégiés) ;

#### **Bénéficiaires**

##### **Investissement :**

###### **Secteur public**

- Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie
- Bailleurs sociaux
- Secteur résidentiel collectif et secteur tertiaire

###### **Habitat collectif et tertiaire à caractère privé**

- Bailleurs privés
- Entreprises
- SCI non éligibles au crédit d'impôt
- EARL, GAEC, coopératives agricoles
- Associations
- Etablissements d'enseignement

## Sélection

Les projets seront déposés au fil de l'eau, et éventuellement sous forme d'appel à projets.

Toutes les actions seront cohérentes avec le SRCAE.

### **Plateformes de stockage :**

Une attention particulière sera portée aux projets participant à l'alimentation de plusieurs chaufferies.

## Critères d'éligibilité

### **Plateformes de stockage :**

Existence d'un plan d'approvisionnement territorial (PAT).

Installation en adéquation avec les besoins définis dans le cadre des PAT.

### **Chaufferies bois :**

Existence d'une étude préalable de faisabilité et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir (en accord avec le cahier des charges ADEME/Conseils généraux ou départementaux et précisant le temps de retour brut ou TRB après subvention).

Installation d'une nouvelle unité fonctionnelle fournissant une énergie sortie chaudière bois comprise entre 20 TEP<sup>13</sup> (inclus) et 100 TEP (exclu) par an.

Pour les combustibles bois, les projets subventionnés devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- en cas d'utilisation de plaquettes forestières, un recours minimum de 50% de plaquettes certifiées (PEFC ou équivalent) sera requis,
- en cas de valorisation de broyats d'emballages, ceux-ci devront être composés à minima de 20% de broyats d'emballages SSD au sens de l'arrêté du 29 juillet 2014
- en cas de mix plaquettes et broyats, les deux proportions seront cumulables.

Enfin, en cas d'utilisation de granulés (pellets) en base, secours ou appoint, ceux-ci devront bénéficier d'une marque de qualité (de type certification européenne EN+, NF granulés biocombustibles Haute Performance ou norme DIN +).

Les équipements subventionnés devront faire l'objet de limitation des rejets de poussières (à minima respecter les normes en vigueur, soit en 2015 : 50 mg/Nm<sup>3</sup> à 11% d'O<sub>2</sub> – attestation fournie par le procès-verbal d'essai en laboratoire).

TRB<sup>14</sup> après subventions supérieur ou égal à 7 et inférieur à 30 ans.

---

<sup>13</sup> TEP : Tonne équivalent pétrole

<sup>14</sup> TRB : Temps de retour brut. C'est le rapport entre les écarts de coût d'investissement et de fonctionnement soit le nombre d'années nécessaires pour absorber le surcoût de départ par les économies annuelles.

### **Réseaux de chaleur :**

Existence d'une étude préalable de faisabilité et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir.

Création de réseau de chaleur ou extension de réseau de chaleur uniquement en cas de production supplémentaire d'énergies renouvelables, associée à une chaufferie bois fournissant une énergie sortie chaudière comprise entre 20 TEP (inclus) et 100 TEP (exclu) par an, représentant au minimum 50% de l'alimentation du réseau.

## **Dépenses éligibles**

### **Plateformes de stockage :**

Toutes les dépenses d'investissement éligibles concernant l'installation dans sa globalité, jusqu'à sa mise en fonctionnement :

- Construction du hangar de stockage
- Coûts de rénovation ou de modification d'un hangar existant
- Aménagements et génie civil directement liés à l'activité bois énergie
- Matériels de mesure du combustible bois (pont bascule, étuve, balance, ...)
- Cribles et dépoussiéreuses
- Broyeurs et déchiqueteurs (à poste fixe)
- Pour les plateformes privées, études de faisabilité technico-économiques du projet, à condition d'être suivies par des investissements

A l'exclusion :

- Achat de terrain et de bâtiments
- Matériels d'occasion
- Etudes préalables au PAT et élaboration du PAT
- Matériel de première transformation<sup>15</sup>
- Broyeurs et déchiqueteurs mobiles

### **Chaufferies bois :**

Toutes les dépenses d'investissement éligibles concernant l'installation dans sa globalité, jusqu'à sa mise en fonctionnement :

- construction, extension et rénovation de bâtiments ou génie civil liés au projet (local chaufferie, silo, VRD<sup>16</sup> spécifiques...)
- chaudière automatique au bois et périphériques, dont systèmes de filtration des fumées et cheminées spécifiques
- études (faisabilité, maîtrise d'œuvre, SPS<sup>17</sup>...) suivies par des investissements
- production d'eau chaude sanitaire centralisée sur réseau de chaleur urbain

---

<sup>15</sup> Matériel de première transformation : équipements liés aux métiers de sciages du bois.

<sup>16</sup> Voiries, réseaux, divers

<sup>17</sup> Sécurité, protection de la santé

A l'exclusion :

- de l'achat de terrain/bâtiments
- de la chaudière d'appoint et de ses périphériques utilisant de l'énergie non renouvelable

### **Réseaux de chaleur :**

Toutes les dépenses d'investissement éligibles concernant l'installation dans sa globalité, jusqu'à sa mise en fonctionnement, représentant tous les investissements jusqu'aux brides aval de l'échangeur (y compris l'échangeur) :

- génie civil lié au projet et VRD spécifique
- réseau de chaleur et sous stations
- études (faisabilité, maîtrise d'œuvre, SPS...) suivies par des investissements

A l'exclusion :

- des réseaux secondaires (réseaux situés après une sous-station)

## **Taux – Financement**

Taux moyen de l'axe : 40% des dépenses éligibles

### **Plateformes de stockage :**

Taux maximum de FEDER : 40% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

### **Chaufferies bois :**

Taux maximum de FEDER : 40% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

### **Réseaux de chaleur :**

Taux maximum de FEDER : 40% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

## Documents à fournir

### **Plateforme de stockage :**

#### Au dépôt de la demande :

- PAT du secteur concerné réalisé ou en cours de finalisation.

### **Chaufferie bois :**

#### Au dépôt de la demande :

- Etude préalable de faisabilité et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir (précisant le TRB après subventions et en accord avec le cahier des charges ADEME/Conseils généraux et départementaux) ;
- Pour les combustibles bois, attestation de recours à la ressource répondant aux critères d'éligibilité ;
- Note présentant les modalités de sensibilisation, des potentiels utilisateurs et de la population à proximité de l'installation, à l'intérêt des énergies renouvelables et plus précisément à l'intérêt de cette nouvelle chaufferie bois.

#### Au solde :

- pour les projets de chaufferies alimentées en plaquettes forestières et/ou broyats d'emballage SSD : contrats d'approvisionnements sauf en cas d'auto-approvisionnement ;
- Procès-verbal d'essai en laboratoire de la chaufferie bois et/ou du système de filtration des fumées rajouté.

### **Réseaux de chaleur :**

#### Au dépôt de la demande :

- étude préalable de faisabilité et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir (précisant le TRB après subventions selon le modèle type de cahier des charges ADEME/Conseils généraux ou départementaux) ;
- Note présentant les modalités de sensibilisation, des potentiels utilisateurs et de la population à proximité de l'installation, de l'intérêt des énergies renouvelables et plus précisément de l'intérêt de ce nouveau réseau de chaleur.

## Services consultés

Région Franche-Comté : Direction des ressources agricoles et naturelles (DRAN)

ADEME

DREAL

Conseils généraux, départementaux

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Validé en comité de suivi le 9 avril 2015

## **Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique**

### **OS 3.1 : ENR – Géothermie**

Résultat attendu	Augmenter la production d'énergies renouvelables en Franche-Comté, conformément aux objectifs du SRCAE.
Indicateur de résultat	Production d'énergie de source renouvelable (bois, méthanisation, géothermie) (IR8)
Indicateurs de réalisation	Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (CO30) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

#### **Types d'action**

- Animations collectives pour informer, prospecter, conseiller les porteurs de projets et accompagner le montage de projets, encourager le développement des EnR à partir des ressources locales
- Investissements nécessaires pour les installations de géothermie sur eaux de nappe, sur champs de sondes et sur eaux usées pour des porteurs de projet publics et privés et création ou extension de réseaux de chaleur;

#### **Bénéficiaires**

##### **Animation :**

Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie  
Bailleurs et notamment bailleurs sociaux  
Organismes consulaires  
Entreprises et leurs groupements, exploitations agricoles  
Associations

##### **Investissement :**

Secteur public

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Validé en comité de suivi le 9 avril 2015



- Collectivités territoriales, EPCI, syndicats mixtes et syndicats d'énergie
- Bailleurs sociaux
- Secteur résidentiel collectif et secteur tertiaire

Habitat collectif et tertiaire à caractère privé

- Bailleurs privés
- Entreprises
- SCI non éligibles au crédit d'impôt
- EARL, GAEC, coopératives agricoles
- Associations
- Etablissements d'enseignement

## Sélection

Les projets seront déposés au fil de l'eau, et éventuellement sous forme d'appel à projets.

Toutes les actions seront cohérentes avec le SRCAE.

Tout investissement sera précédé d'une étude de faisabilité.

Les projets sélectionnés seront prioritairement des projets pilotes, permettant à la géothermie de se développer sur le territoire.

## Critères d'éligibilité

### ***Avant-propos :***

*Le potentiel géothermique de Franche-Comté concerne la géothermie dite de « très basse énergie » en proche sous-sol (0-200 mètres).*

### **Animation – Etudes :**

Actions d'animations collectives et d'études concernant les types d'actions prévus dans le programme opérationnel accompagnant l'émergence de projets opérationnels et aboutissant à des plans d'actions concrets.

### **Investissement :**

Existence d'une étude préalable de faisabilité technico-économique et de dimensionnement par rapport aux besoins actuels et à venir (selon cahier des charges ADEME), incluant un examen de la performance énergétique des bâtiments à chauffer et de leurs équipements, ou des process concernés.

Installation en adéquation avec les besoins définis dans le cadre de l'étude

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Validé en comité de suivi le 9 avril 2015

Installation servant à alimenter du logement collectif ou le secteur tertiaire (exemple : éco-quartier, école, zone d'activités, etc..) à l'exclusion de l'habitat individuel isolé

Respectant le code minier et de l'environnement, tout comme l'ensemble des normes en vigueur<sup>18</sup>

Mise en place d'un monitoring adapté pour comptabiliser la production d'énergie renouvelable et/ou de récupération (en amont de la PAC)

#### **A) Forage et captage du potentiel géothermique et aqua-thermique :**

Installations nouvelles de type champs de sondes géothermiques, géothermie sur aquifère superficiel, capteurs sur eaux usées,... ; engageant l'utilisateur final à un recours prioritaire à cette ressource

Incluant éventuellement un réseau amont PAC

#### **B) Centrales géothermiques (pompes à chaleur et équipements périphériques) :**

Création d'installations nouvelles ou augmentation de puissance uniquement en cas de production supplémentaire d'énergies renouvelables, associées obligatoirement à des capteurs géothermiques ou aqua-thermiques.

Installation de pompes à chaleur (PAC) sur champs de sonde géothermiques, sur aquifère superficiel, sur eaux usées...

Nombre d'heures équivalentes de fonctionnement à puissance nominale supérieur à 1000h/an en moyenne

Respectant au minimum les fiches correspondantes pour les certificats d'économie d'énergie en vigueur (BAR-TH-104, BAT-TH-113...)

- **PAC sur eau de nappe**

- Evaluation du potentiel de la nappe et étude d'impact thermique sur la ressource
- Réinjection du fluide géothermal extrait dans l'aquifère d'origine

- **PAC sur champs de sondes**

- Réalisation d'un test in situ des propriétés thermiques du terrain pour le dimensionnement des installations et d'une étude de simulation dynamique pour les opérations pour lesquelles la surface de plancher des bâtiments à chauffer est supérieur à 1000m<sup>2</sup>

- **PAC sur eaux usées**

- Evaluation de l'impact sur le fonctionnement de la station d'épuration en aval

---

<sup>18</sup> Les règles présentées dans cette fiche sont susceptibles d'évoluer en fonction de la réglementation.

**C) Réseaux de chaleur primaires de distribution (sortie PAC) :**

Installations nouvelles liées à la géothermie et/ou aquathermie

Création de réseau de chaleur ou extension de réseau de chaleur uniquement en cas de production supplémentaire d'énergies renouvelables et/ou de récupération, associée à une installation fournissant une énergie (sortie unité de production) représentant au minimum 50% de l'alimentation du réseau.

## Dépenses éligibles

**Animation - Etudes :**

Toutes les dépenses éligibles en lien avec les types d'actions prévus dans le programme opérationnel, réalisés en vue de l'émergence de projets opérationnels.

Les opérations d'animation et études opérationnelles seront éligibles sur une période de 3 ans maximum. Elles devront présenter un bilan et plans d'actions concrètes qui devra être communiqué avant le solde de l'opération et faire l'objet d'une évaluation démontrant l'existence de besoins avant de pouvoir prétendre à un nouveau financement.

**Investissement :**

**A) Forage et captage du potentiel géothermique et aqua-thermique :**

- Ingénierie, conception et réalisation, à condition qu'elles soient suivies des investissements
- Prestations d'études de gisement
- Forages exploratoires
- Sondes et équipements de captages géothermiques et aqua-thermiques, jusqu'au boîtier de raccordement
- Réseau amont PAC jusqu'au boîtier de raccordement
- Système de gestion et de suivi

**B) Centrales géothermiques (pompes à chaleur et équipements périphériques) :**

- Ingénierie, conception et réalisation, à condition qu'elles soient suivies des investissements
- VRD<sup>19</sup> et bâtiments spécifiques
- Equipements de production de chauffage de type échangeurs dont pompes à chaleur, d'eau chaude sanitaire et/ou de froid

---

<sup>19</sup> Voiries, réseaux, divers...

- Raccordement aux capteurs géothermiques et/ou aqua-thermiques
- Système de gestion et de suivi
- Ballons tampons

Ne sont pas éligibles :

- Les PAC aérothermiques
- Les captages horizontaux ou géo-solaires

**C) Réseaux de chaleur primaires de distribution (sortie PAC) :**

- Ingénierie, conception et réalisation, à condition qu'elles soient suivies des investissements
- VRD<sup>20</sup>
- Réseau de chaleur (primaire et sous stations)

Pour toutes les dépenses d'investissement, sont exclus :

- Achat de terrain et de bâtiments
- Matériels d'occasion

## Taux – Financement

Taux moyen de l'axe : 40% des dépenses éligibles

**Animation – Etudes :**

Taux maximum de FEDER : 50% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

**Investissement :**

Taux maximum de FEDER : 40% de l'assiette éligible dans la limite de la réglementation des aides aux entreprises et aides d'Etat

## Documents à fournir

### **A) Forage et captage du potentiel géothermique et aqua-thermique :**

Au dépôt de la demande :

Etude de faisabilité préalable

Etude géothermique et/ou géotechnique des terrains sondés

A la demande de solde :

PV réception de l'installation des capteurs

### **B) Centrales géothermiques (pompes à chaleur et équipements périphériques) :**

Au dépôt de la demande :

Etude de faisabilité préalable

A la demande de solde :

PV de réception des installations

### **C) Réseaux de chaleur primaires de distribution (sortie PAC) :**

Au dépôt de la demande :

Etude de faisabilité préalable

Note présentant les modalités de sensibilisation, des potentiels utilisateurs et de la population à proximité de l'installation, de l'intérêt des énergies renouvelables et plus précisément de l'intérêt de cette nouvelle unité de géothermie et/ou aqua-thermie pour le territoire

A la demande de solde :

PV de réception des installations

## Services consultés

Région Franche-Comté : Direction des ressources agricoles et naturelles (DRAN) et Direction de l'aménagement du territoire et de l'efficacité énergétique (DATEE)

ADEME

DREAL

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Validé en comité de suivi le 9 avril 2015

### **Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique**

#### **OS 3.2 : Réduire la consommation énergétique dans le logement social - Investissements**

Résultat attendu	<p>Réduction de la quantité d'énergie consommée (et par voie de conséquence du poids des charges pour le locataire d'un logement social)</p> <p>Amélioration de la qualité de vie sans préjudice sur le pouvoir d'achat des habitants concernés (en termes de classement énergétique)</p> <p>Diminution de la production de gaz à effet de serre</p>
Indicateur de résultat	Part des logements sociaux les plus énergivores (IR9)
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique (CO31)</p> <p>Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)</p>

#### **Type d'actions**

##### Investissements :

- en matière de rénovation énergétique Bâtiment basse consommation (BBC Effinergie® rénovation) des logements sociaux y compris outils de suivi et de comptage ;
- en matière de rénovation énergétique permettant un saut qualitatif important dans les logements sociaux les plus énergivores, de façon exceptionnelle.

#### **Bénéficiaires**

Organismes prévus aux articles L411-2 et suivants ou à l'article R331-14 du code de la construction et de l'habitation.

#### **Sélection**

Compte tenu des objectifs quantitatifs issus du SRCAE, de la relative maturité du secteur (dynamique régionale lancée depuis 6 ans) et du niveau d'exigence retenu pour la programmation précédente, le niveau minimal de performance pour bénéficier des fonds européens sera celui du BBC. Quelques dossiers de logements sociaux publics classés en étiquette F ou G, si les conditions techniques le démontrent, auront un régime dérogatoire uniquement en début de programme sous la forme d'un appel à projet.

Une étude thermique réglementaire prévisionnelle sera demandée, ainsi qu'une note présentant l'impact des travaux envisagés sur le couple « Loyer + charges » pour les logements sociaux. La performance énergétique après travaux sera vérifiée.

### Critères d'éligibilité

Atteinte du niveau BBC Effinergie® rénovation prévue dans l'étude thermique prévisionnelle (au dépôt du dossier) et finale (en fin des travaux après vérification au versement du solde).

Un appel à projets en début de période pour des logements sociaux très énergivores -avec étiquettes F ou G- présentant un saut qualitatif important mais inférieur à BBC Effinergie® rénovation.

Réalisation obligatoire d'un test d'étanchéité à l'air final (à la réception des travaux).

Gain minimum entre niveau initial et niveau final de consommation énergétique (calcul réglementaire) de 120 kWh<sub>Ep</sub>/m<sup>2</sup>.an.

### Dépenses éligibles

L'assiette éligible est constituée par :

- l'ensemble des dépenses directement liées à l'efficacité énergétique, telles que listées dans l'annexe 2 « liste des dépenses afférentes et des travaux induits par les travaux thermiques pouvant être pris en compte pour l'octroi du FEDER » de la circulaire MEEDDAT du 22 juin 2009 ;
- Les outils de suivi des consommations et de comptage.

### Taux - Financement

40% des dépenses éligibles dans la limite de 3500 € par logement pour un gain jusqu'à 200 kWh<sub>Ep</sub>/m<sup>2</sup>.an ;

40% des dépenses éligibles dans la limite de 4000 € par logement pour un gain au-delà de 200 kWh<sub>Ep</sub>/m<sup>2</sup>.an.

### Documents

#### **Au dépôt du dossier :**

- Étude thermique réglementaire prévisionnelle selon la méthode de calcul TH-C-E ex démontrant l'atteinte du niveau BBC-Effinergie® rénovation ;
- Note présentant :
  - l'impact des travaux envisagés sur le couple « loyer + charges » pour les occupants ;
  - les modalités de sensibilisation des futurs occupants à l'usage de logements BBC Effinergie® rénovation ;
- Tableau annexe démontrant l'absence de surcompensation des coûts d'exécution du service (SIEG) le cas échéant : tableau des coûts indiquant les investissements nécessaires, les

recettes générées, le bénéfice dégagé et les compensations de service public (procédure nationale en cours de finalisation).

**Au solde :**

- Étude thermique réglementaire finale avec reprise du résultat du test de perméabilité à l'air ou certification BBC-Effinergie® rénovation ;
- Rapport du test d'étanchéité à l'air après travaux.

### Services consultés

Région Franche-Comté : Direction de l'aménagement du territoire et de l'efficacité énergétique (DATEE)

DREAL



### **Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique**

#### **OS 3.3 : Réduire la consommation énergétique des bâtiments publics de l'enseignement supérieur**

Résultat attendu	Réduction de la quantité d'énergie consommée Diminution de la production de gaz à effet de serre
Indicateur de résultat	Consommation énergétique des bâtiments publics d'enseignement supérieur (IR10)
Indicateurs de réalisation	Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics (CO32) Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)

#### **Type d'actions**

Investissements en matière de rénovation énergétique Bâtiment basse consommation (BBC Effinergie® rénovation) des bâtiments publics d'enseignement supérieur, y compris outils de suivi et de comptage.

#### **Bénéficiaires**

Établissements publics d'enseignement supérieur.

#### **Sélection**

Sélection des opérations : appels à projets.

Compte tenu de l'enveloppe destinée à l'OS 3.3, les opérations de rénovation énergétique des bâtiments de l'enseignement supérieur seront sélectionnées suite à appel à projets et se concentreront sur les bâtiments les plus énergivores.

#### **Critères d'éligibilité**

Atteinte du niveau BBC Effinergie® rénovation prévue dans l'étude thermique prévisionnelle (au dépôt du dossier) et finale (en fin des travaux après vérification au versement du solde).

Réalisation obligatoire d'un test d'étanchéité à l'air final (à la réception des travaux).

Gain minimum entre niveau initial et niveau final de consommation énergétique (calcul réglementaire) de 120 kWh<sub>Ep</sub>/m<sup>2</sup>.an.

## Dépenses éligibles

L'assiette éligible est constituée par :

- l'ensemble des dépenses directement liées à l'efficacité énergétique, telles que listées dans l'annexe 2 « liste des dépenses afférentes et des travaux induits par les travaux thermiques pouvant être pris en compte pour l'octroi du FEDER » de la circulaire MEEDDAT du 22 juin 2009.
- Les outils de suivi des consommations et de comptage

## Taux - Financement

40% des dépenses éligibles dans la limite de 1 500 000 € par opération

## Documents

### **Au dépôt du dossier :**

- Étude thermique réglementaire prévisionnelle selon la méthode de calcul TH-C-E ex démontrant l'atteinte du niveau BBC-Effinergie® rénovation ;
- Note présentant les modalités de sensibilisation des futurs occupants des bâtiments BBC Effinergie® rénovation ;

### **Au solde :**

- Étude thermique réglementaire finale avec reprise du résultat du test de perméabilité à l'air ou certification BBC-Effinergie® rénovation ;
- Rapport du test d'étanchéité à l'air après travaux.

## Services consultés

Région Franche-Comté : Direction de l'aménagement du territoire et de l'efficacité énergétique (DATEE), Direction de la recherche et de l'enseignement supérieur (DRES)

### **Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique**

#### **OS 3.2 et 3.3 : Ingénierie**

Résultat attendu	<p>Réduction de la quantité d'énergie consommée (et par voie de conséquence du poids des charges pour le locataire d'un logement social)</p> <p>Amélioration de la qualité de vie sans préjudice sur le pouvoir d'achat des habitants concernés (en termes de classement énergétique)</p> <p>Diminution de la production de gaz à effet de serre</p>
Indicateur de résultat	Part des logements sociaux les plus énergivores (IR9)
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique (CO31)</p> <p>Diminution annuelle estimée des émissions de GES (CO34)</p>

#### **Type d'actions**

Ingénierie technique :

- Actions de conseil, de retour d'expériences, de diffusion de bonnes pratiques, de suivi des performances, de contrôle des résultats et des usages.
- Création d'un service public de l'efficacité énergétique accompagnant la rénovation énergétique du parc logement et du secteur tertiaire public à un niveau Bâtiment basse consommation (BBC) Effinergie® rénovation.

#### **Bénéficiaires**

Organismes prévus aux articles L411-2 et suivants ou à l'article R331-14 du code de la construction et de l'habitation ;

Collectivités territoriales et leurs groupements, associations, syndicats de copropriétés à occupation sociale...

#### **Sélection**

Sélection des opérations : dépôt des dossiers au fil de l'eau

#### **Critères d'éligibilité**

Les actions devront porter uniquement sur les cibles éligibles aux objectifs spécifiques 3.2 et 3.3 (logement social public et établissements publics d'enseignement supérieur).

### Dépenses éligibles

Prestations externes

Frais de personnel

### Taux – Financement

50 % des dépenses liées à l'ingénierie et l'accompagnement des dossiers de rénovation énergétique à un niveau BBC Effinergie® rénovation, retenus au titre des OS 3.2 et 3.3 pour les investissements.

### Services consultés

Région Franche-Comté : Direction de l'aménagement du territoire et de l'efficacité énergétique (DATEE)

### **Axe 3 : Assurer un développement durable de la Franche-Comté en limitant sa consommation énergétique**

#### **OS 3.4 : Réduire l'utilisation de la voiture dans les déplacements domicile-travail**

Résultat attendu	Limitier l'utilisation de la voiture individuelle dans les déplacements domicile-travail en encourageant les projets de mobilité durable alternative à la voiture individuelle et les connexions multimodales avec les systèmes de transport existants.
Indicateur de résultat	Part de la voiture dans les déplacements domicile-travail (IR11)
Indicateurs de réalisation	Nombre d'opérations d'aménagements multimodaux autour des gares et points d'arrêt (IS5)

#### **Type d'actions**

##### **1) Animation, études**

- Actions (ingénierie, études) sur la mobilité durable hors infrastructure : conseil en mobilité en milieu rural (hors autorités organisatrices de transports urbains - AOTU), étude d'organisation de système de transports à la demande (hors fonctionnement) ;
- promotion et animation du covoiturage ;
- organisation des systèmes d'auto-partage ;
- actions de promotion d'une mobilité durable au quotidien : accompagnement des démarches d'élaboration de Plan de Déplacement Entreprises (PDE) et Plans de Déplacements Inter-entreprises (PDIE) ;
- actions de promotion des modes actifs: mise en place de schémas directeurs cyclables (organisation, infrastructures, signalétique des itinéraires cyclables et des services associés, stationnements, location, réparation etc.)... ;
- réduction des besoins de mobilité par des organisations innovantes : regroupement géographique de services et commerces, aménagement d'espaces de travail mutualisés, offre alternative à la voiture particulière pour « les premiers ou derniers km » dans les agglomérations de taille critique, notamment les liaisons centre-ville/gare ...

##### **2) Investissements en matière de mobilité :**

- Aménagement multimodaux des gares et points d'arrêt : connexion avec les transports en commun existants, emplacements privilégiés de l'auto-partage et du vélo-partage (proximité, lisibilité), stationnement pour les voitures et vélos...

- Développement des transports en commun en site propre (TCSP), par exemple bus à haut niveau de service... ;
- Liaisons douces entre les stations et les centre-bourgs et centre-ville pour le rabattement vers les gares et haltes ferroviaires;
- Covoiturage : aménagement d'aires de covoiturage et signalétique ;
- Organisation d'une offre alternative à la voiture particulière pour « les premiers ou derniers km » (infrastructure de la logistique périphérique) : parking-relais, auto-partage et vélo-partage, modification de l'offre de transports, ...

## Bénéficiaires

Collectivités ou leurs groupements, entreprises, associations, syndicats ayant pour compétence l'organisation des déplacements, syndicats mixtes (par exemple Pays/PETR/SCOT...).

## Sélection

La sélection des projets se fera sur la base des critères suivants :

- Dans l'attente du futur schéma régional d'intermodalité prévu par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, les actions éligibles doivent s'inscrire dans des stratégies globales de développement et seront conditionnées à l'engagement dans une démarche type PDU (plan de déplacement urbain) pour les territoires soumis à l'obligation réglementaire de réaliser un PDU. Pour les territoires non soumis à l'obligation réglementaire de réaliser un PDU, cette stratégie pourra être intégrée au PCET, par l'intermédiaire d'un volet Mobilité.
- Mutualisation de places de parking avec d'autres usages, à titre d'exemple
- Participation à la multi-modalité autour des gares et points d'arrêt, à titre d'exemple
- Impact direct sur la réduction des gaz à effet de serre
- Adéquation avec une stratégie « bas carbone » locale ou régionale

Les études devront proposer un programme d'actions concrètes chiffrées et planifiées.

Des appels à manifestation d'intérêts thématiques pourront être lancés.

## Critères d'éligibilité

Seront éligibles :

- Les actions d'animation portées par un territoire organisé (par exemple : pays, PETR, SCOT...);
- Les études non liées à un investissement ;
- Les investissements et études liées à un investissement en milieu urbain :

- Les études devront être réalisées par un prestataire qualifié (études préalable, études de faisabilité, étude pré-opérationnelle, étude de programmation, en lien avec un projet d'investissement) ;
- Les investissements seront localisés en milieu urbain, selon le zonage présenté en annexe (zonage défini sur la base de la définition INSEE de l'aire urbaine : 40% des actifs qui se déplacent dans la zone pour les trajets domicile/travail) – cf Annexe ;

Ne seront pas éligibles au titre de cet OS les dépenses liées aux outils et applications numériques, qui relèveront de l'axe 2 – Usages numériques, sauf s'ils sont réalisés en même temps qu'une infrastructure éligible au titre de cet objectif spécifique.

## Dépenses éligibles

**Etudes** : toutes les dépenses éligibles en lien avec les types d'actions prévus dans le programme opérationnel.

**Animation** : toutes les dépenses éligibles en lien avec les types d'actions prévus dans le programme opérationnel.

Les opérations d'animation seront éligibles sur une période de 3 ans maximum. Elles devront présenter un bilan qui devra être communiqué avant le solde de l'opération et faire l'objet d'une évaluation démontrant l'existence de besoins avant de pouvoir prétendre à un nouveau financement.

### Investissements :

#### Dépenses éligibles :

- Mobilier urbain (équipements de confort minimum : abri, banc, poubelles, éclairage, sécurité...)
- Aménagements liés à l'intermodalité<sup>20</sup> (parvis, stationnement vélo, parking voiture, quai bus, VRD, démolition...)
- Dépenses liées à l'intégration paysagère (aménagement paysager...)
- Services aux voyageurs en lien avec le déplacement (information voyageur, billetterie...)
- Signalétique

Pour les pôles d'échange multimodaux (PEM), seuls les investissements localisés à l'extérieur d'un bâtiment voyageur seront éligibles.

---

<sup>20</sup> Intermodalité = interconnexion entre différentes offres de transport (transport en commun, piste cyclable, covoiturage, voiture, autopartage...)

Dépenses exclues :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment
- du matériel roulant
- des dépenses de mise aux normes

### Taux - Financement

Taux moyen de l'axe : 40%

Taux maximum de FEDER : 40% des dépenses éligibles, dans la limite de 2 000 000 € par opération

### Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

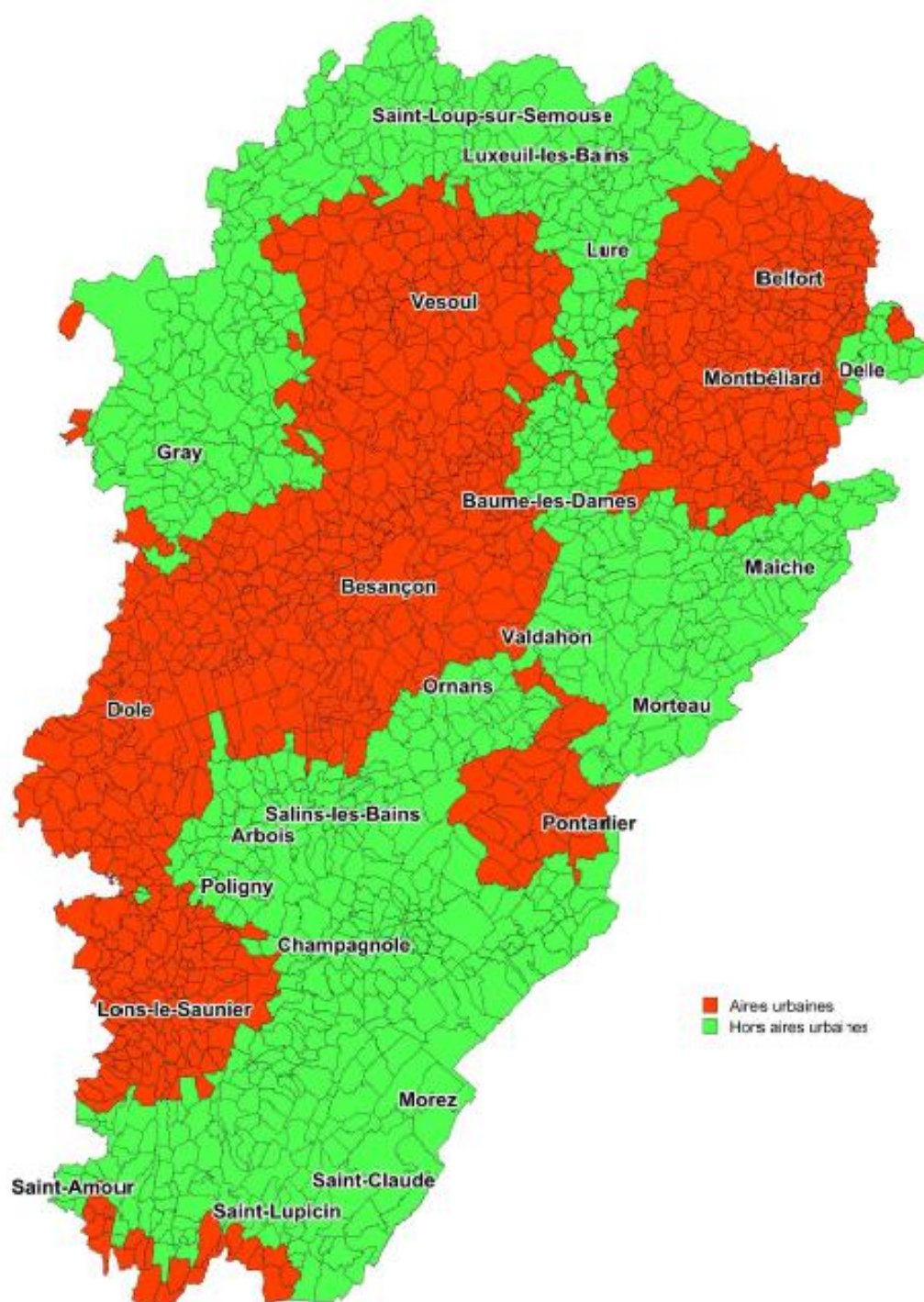
Région Franche-Comté : Direction des transports (DT), Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Efficacité énergétique (DATEE)

DREAL

ADEME



## ANNEXE : CARTE DES AIRES URBAINES (OS 3.4)



## **Axe 4 : Mettre la formation et la qualification au service d'une économie locale pourvoyeuse d'emplois**

### **OS 4.1 : Améliorer les connaissances de base des personnes faiblement qualifiées à travers une meilleure intégration dans des parcours de formation**

Résultat attendu	Améliorer les connaissances de base des personnes faiblement qualifiées (de niveau de qualification CITE 1 à 4) afin d'augmenter les chances d'intégration dans une action qualifiante pour les demandeurs d'emploi ou les détenus et de diminuer le risque de sorties anticipées des parcours de formation par apprentissage pour les apprentis.
Indicateur de résultat	Taux de participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation (IR12) – <i>lié aux participants de l'OS 4.1 uniquement</i>
Indicateurs de réalisation	Participants (sur la base de CO01+CO03+CO05) (IS7) Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1), du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2) (CO09)

### **Type d'actions**

- Actions de formation permettant l'acquisition des savoirs de base indispensables à l'entrée en formation qualifiante ou actions de soutien des apprentis en cours de formation :
  - Actions de formation visant la lutte contre l'illettrisme ;
  - Actions de formation visant l'acquisition des savoirs de base dans l'objectif d'une mise à niveau générale en lien avec le projet de qualification ;
  - Actions de pré-qualification : remise à niveau générale et technique liée à un secteur professionnel donné accompagnée d'une mise en situation professionnelle dans le secteur visé, dans l'objectif d'atteindre les pré-requis nécessaires pour entrer en parcours de certification ou dans l'objectif d'atteindre le niveau requis pour présenter et réussir les concours du secteur visé ;
  - Actions spécifiques en direction des apprentis : soutien scolaire et psychologique en direction des apprentis présentant des difficultés en centre de formation ou en entreprise d'accueil, actions de mise à niveau permettant la préparation à la poursuite de parcours ;
- Actions permettant l'élaboration de diagnostics individualisés :
  - Action de définition de projet professionnel : action s'appuyant sur une alternance entre un accompagnement/formation en centre et des mises en situation professionnelle dans le cadre de stage entreprise ;
  - Actions de positionnement : individualisation du parcours de formation.

- Accompagnement au montage de dossier de VAE<sup>21</sup> ;
- Actions particulières en direction de publics fragilisés, notamment les personnes sous main de justice.

## Bénéficiaires

Conseil régional, collectivités territoriales, partenaires sociaux, organismes consulaires, associations, établissements d'enseignement public ou privé, dispositifs type « écoles de la 2ème chance », organismes de formation, administration pénitentiaire.

Les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) font partie de la liste de bénéficiaires ci-dessus.

## Sélection

Sélection des opérations : appels à projets ou éventuellement au fil de l'eau

Les publics cibles sont les demandeurs d'emploi, les apprentis et les personnes sous-main de justice, avec une attention particulière pour les personnes pas ou faiblement qualifiées.

## Critères d'éligibilité

Les opérations doivent porter spécifiquement sur des personnes en difficulté par rapport aux connaissances de base. La sélection des participants au sein des organismes devra se faire sur la base de ce critère.

Les opérations qui visent les personnes sous-main de justice ne concernent en Franche-Comté que des hommes. La priorité transversale concernant l'égalité entre les hommes et les femmes ne s'applique donc pas à ces opérations.

## Dépenses éligibles

Toutes dépenses éligibles liées à l'opération de formation.

## Taux - Financement

Taux maximum : 50% des dépenses éligibles

---

<sup>21</sup> Validation des acquis de l'expérience

## Documents à fournir

Au démarrage de l'opération :

- renseignements relatifs au suivi des participants à travers le recueil des données à l'entrée dans la formation

En cours d'opération et au solde :

- renseignements relatifs au suivi des participants à travers le recueil des données à différentes étapes de la formation

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction de la Formation Tout au Long de la Vie (DFTLV)

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

## **OS 4.2 : Augmenter le niveau de qualification des actifs**

Résultat attendu	Adaptation des compétences et des qualifications des demandeurs d'emploi, détenus et apprentis aux besoins des entreprises, pour faciliter leur insertion sur le marché du travail.
Indicateur de résultat	Participants obtenant une qualification au terme de leur participation (CR03) – <i>lié aux participants de l'OS 4.2 uniquement</i>
Indicateurs de réalisation	Participants (sur la base de CO01+CO03+CO05) (IS7) Participants de plus de 45 ans (demandeurs d'emploi) (IS8) Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1), du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2) (CO09)

### **Type d'actions**

- Actions de formation qualifiante ;
- Modules courts de formation permettant d'améliorer immédiatement les chances d'accès à l'emploi, y compris pour les apprentis au cours de leur formation ;
- Modules courts de formation permettant la validation des acquis de l'expérience ;
- Modules de formation visant à mettre en œuvre des passerelles entre les compétences acquises dans les secteurs confrontés à des pertes d'emploi et celles nécessaires dans les secteurs d'activités qui offrent des perspectives d'embauche.

### **Bénéficiaires**

Conseil régional, collectivités territoriales, partenaires sociaux, organismes consulaires, associations, établissements d'enseignement public ou privé, organismes de formation, administration pénitentiaire.

### **Sélection**

Sélection des opérations : appels à projets ou éventuellement au fil de l'eau

Les publics cibles sont les demandeurs d'emploi, les apprentis et les personnes sous-main de justice, avec une attention particulière pour les personnes pas ou faiblement qualifiées et les personnes de plus de 45 ans.

## Critères d'éligibilité

Les formations retenues devront être d'un niveau inférieur ou égal au niveau CITE 4 et porter spécifiquement sur des personnes inscrites dans un cursus de formation de niveau inférieur ou égal au niveau CITE 4.

Les opérations qui visent les personnes sous-main de justice ne concernent en Franche-Comté que des hommes. La priorité transversale concernant l'égalité entre les hommes et les femmes ne s'applique donc pas à ces opérations.

## Dépenses éligibles

Toutes dépenses éligibles liées à l'opération de formation.

## Taux - Financement

Taux maximum : 50% des dépenses éligibles

## Documents à fournir

Au démarrage de l'opération :

- renseignements relatifs au suivi des participants à travers le recueil des données à l'entrée dans la formation

En cours d'opération et au solde :

- renseignements relatifs au suivi des participants à travers le recueil des données à différentes étapes de la formation

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction de la Formation Tout au Long de la Vie (DFTLV)

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité



## **Axe 5 : Favoriser une approche intégrée du développement urbain durable**

### **OS 5.1 : Augmenter la qualité de l'environnement en réhabilitant les espaces dégradés des pôles métropolitains**

Résultat attendu	Limitier la consommation de foncier et d'améliorer la qualité de vie en encourageant la réappropriation d'espaces dégradés
Indicateur de résultat	Superficie d'espaces dégradés des espaces métropolitains (IR13)
Indicateurs de réalisation	Population couverte par des stratégies urbaines intégrées (CO37) Espaces non bâtis créés ou réhabilités dans ces zones urbaines (CO38)

#### **Type d'actions**

- Réhabilitation de quartiers existants : opérations de réhabilitation d'habitat, reconstruction–densification du tissu existant (friches urbaines, industrielles, ferroviaires, changement d'usage, lotissement vieillissant) ;
- Opérations de renouvellement urbain, comblement de dent creuse (= espace non urbanisé entouré d'urbanisation) ou greffe sur l'existant
- Requalifications de friches urbaines et espaces économiques vieillissants pour permettre l'accueil d'habitants ou d'activités nouvelles
- Protection et valorisation de l'environnement naturel en milieu urbain
- Création d'équipements permettant l'amélioration du cadre de vie et le renforcement de l'attractivité...

#### **Bénéficiaires**

Collectivités publiques et leurs groupements, établissements publics, SEM et SPL

#### **Sélection**

Les actions ne seront éligibles que dans le cadre d'une stratégie globale de développement à l'échelle de chaque ensemble urbain prenant en compte des critères et objectifs environnementaux et s'inscrivant en cohérence avec les orientations du SRADDT, du SRCAE, et de la SRDE. Cette stratégie intégrée s'appuiera sur un diagnostic à l'échelle de l'ensemble urbain concerné et comportera un plan prévisionnel d'investissements et de projets. Les autorités urbaines seront responsables de la sélection des opérations.

## Critères d'éligibilité

Les opérations doivent porter sur des espaces dégradés dans le cadre d'un projet global de requalification de l'espace (réhabilitation de l'espace dégradé).

Les opérations de comblement de dent creuse, de protection et de valorisation du patrimoine naturel seront soutenues uniquement si elles sont comprises dans un projet plus global intégrant la requalification d'un espace dégradé. Dans le cas des opérations de comblement de dents creuses, la mise en place de services ne sera pas soutenue (ligne de partage avec le FEADER).

Les opérations de réhabilitation d'habitat ne seront éligibles qu'en cas de changement d'usage. La rénovation ou la construction de logements n'est pas éligible.

Dans le cas des opérations de travaux, un accompagnement du maître d'ouvrage sur la prise en compte de l'environnement sera exigé (critère d'éco-conditionnalité inscrit dans le programme).

## Dépenses éligibles

Acquisition de terrains bâti et non bâti dans la limite de 10% des dépenses éligibles (15% dans le cas des sites abandonnés ou ceux anciennement à usage industriel qui contiennent des bâtiments)

Dépollution seulement si les actions juridiques et contentieuses de recherche des responsabilités sont épuisées, y compris les recours (respect du principe pollueur-payeur)

Déconstruction et démolition

Travaux de réhabilitation des bâtiments à vocation économique et/ou destinés à implanter des services

Travaux de construction (hors habitat)

Aménagement intérieur en cas de changement d'usage

Aménagement extérieur et paysager, aménagement d'espaces publics

Etudes pré-opérationnelles et opérationnelles

## Taux - financement

Taux FEDER : 35% des dépenses éligibles dans la limite de 2 000 000 € par opération et de l'application des règles d'aides d'état



## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Efficacité Energétique (DATEE)

ADEME

Cofinanceurs

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité (DRDFE)

Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS)

Autre services de l'Etat ou de la Région en fonction de la vocation du site

## **Axe 5 : Favoriser une approche intégrée du développement urbain durable**

### **OS 5.2 : Augmenter la qualité du cadre de vie dans les quartiers prioritaires**

Résultat attendu	Améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires, notamment par le développement d'activités et de services et par l'amélioration de l'aménagement urbain pour désenclaver les quartiers et rendre leur environnement plus agréable et fonctionnel.
Indicateur de résultat	Perception d'amélioration du cadre de vie (IR14)
Indicateurs de réalisation	Bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés dans les zones urbaines (CO39)

#### **Type d'actions**

- Réhabilitation des quartiers prioritaires mettant l'accent sur des problématiques de développement durable (consommation optimisée du foncier, mixité, préservation ou restauration de la biodiversité, maîtrise de l'énergie, économie circulaire<sup>22</sup>)
- Aménagement d'espaces publics permettant d'améliorer la vie sociale du quartier (dont la tranquillité publique) : jardins publics, parcs urbains ...
- Equipements de services de proximité (services publics et privés et à la population, commerces, ...) : équipements, accompagnement, ...
- Actions permettant le développement économique et la création d'emplois sur les quartiers
- Ingénierie pour la mise en œuvre de la politique de la ville sur les quartiers prioritaires et moyens innovants visant à animer les quartiers

#### **Bénéficiaires**

Collectivités publiques et leurs groupements, établissements publics, SEM et SPL

#### **Sélection**

Cet objectif est spécifique aux quartiers prioritaires (c'est-à-dire sur le quartier ou plus largement si lien avec le quartier), au sens large (voir définition dans le descriptif de l'OS).

<sup>22</sup> Son objectif est de produire des biens et service tout en limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, et des sources d'énergies non renouvelables.

Les actions ne seront éligibles que dans le cadre d'une stratégie globale de développement à l'échelle de chaque ensemble urbain prenant en compte des critères et objectifs environnementaux et s'inscrivant en cohérence avec les orientations du SRADDT, du SRCAE, et de la SRDE. Les autorités urbaines seront responsables de la sélection des opérations.

L'intervention du FEDER régional se fera en coordination avec la mobilisation du FSE national et notamment celui géré par les Départements pour la thématique « inclusion ».

L'articulation se fera également avec les contrats de ville et le CPER.

### Critères d'éligibilité

Les opérations doivent porter sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville au sein des pôles métropolitains ou bénéficier majoritairement aux habitants de ces quartiers (Liste des quartiers éligibles en Annexe).

La rénovation ou la construction de logements n'est pas éligible.

Parmi les aménagements d'espaces publics, les aménagements permettant le désenclavement des quartiers seront soutenus s'ils ne peuvent pas l'être au titre de l'objectif spécifique 3.4 sur la mobilité durable.

Dans le cas des opérations de travaux, un accompagnement du maître d'ouvrage sur la prise en compte de l'environnement sera exigé (critère d'éco-conditionnalité inscrit dans le programme).

### Dépenses éligibles

Acquisition de terrains bâti et non bâti dans la limite de 10% des dépenses éligibles

Déconstruction et démolition

Travaux de réhabilitation des bâtiments à vocation économique et/ou destinés à implanter des services aux habitants

Travaux de construction (hors habitat)

Aménagement intérieur en cas de changement d'usage pour favoriser la mixité fonctionnelle

Aménagement extérieur et paysager, aménagement d'espaces publics

Etudes pré-opérationnelles et opérationnelles, assistance à maîtrise d'ouvrage sur les actions innovantes en matière d'animation, assistance à maîtrise d'ouvrage sur la concertation et le lien avec la population

Les dépenses liées aux obligations réglementaires et de mise aux normes sont exclues.

### Taux - financement

Taux FEDER : 60% des dépenses éligibles dans la limite de 2 000 000 € par opération et de l'application des règles d'aides d'état

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Validé en comité de suivi le 9 avril 2015

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Efficacité Energétique (DATEE)

Conseil général au titre de la complémentarité avec le PO national FSE

SGAR, Mission culture, santé, cohésion sociale

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE)

Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS)

Autre services de l'Etat ou de la Région en fonction du projet

Cofinanceurs

## **Axe 6 : Promouvoir un développement touristique durable du Massif du Jura**

### **OS 6.1 : Augmenter la qualité de l'offre d'hébergement touristique du massif du Jura**

Résultat attendu	<p>Poursuite de l'étalement des séjours en dehors des fortes fréquentations sur les périodes de vacances scolaires d'hiver et d'été, en lien avec l'objectif spécifique 6.2 ;</p> <p>Montée en gamme de l'hôtellerie et de l'hôtellerie de plein air au niveau du massif avec un développement des 3* et 4* nécessaires pour attirer la clientèle, notamment étrangère ;</p> <p>Requalification des centres et des villages de vacances à caractère social qui sont essentiellement tournés vers une clientèle familiale ;</p> <p>Développement des établissements d'hébergement touristique à haute valeur ajoutée accompagnant la diversification de l'offre dans les zones à fort enjeu touristique.</p>
Indicateur de résultat	Nombre d'hébergements touristiques (hôtels, campings, villages vacances) ayant le label qualité France (IR15)
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de lits créés ou réhabilités (IS9)</p> <p>Augmentation de l'emploi dans les PME bénéficiant d'un soutien (CO08)</p>

#### **Type d'actions**

- Etudes et actions de création, extension, requalification et transmission d'hébergements touristiques notamment d'hôtels, de campings et de gîtes d'étape, résidences de tourisme.
- Accompagnement (études et investissements) lors de la création, l'extension, et la requalification des villages et centres de vacances.
- Accompagnement d'hébergement à forte valeur ajoutée visant à la diversification de l'offre dans les zones à fort enjeu touristique

#### **Bénéficiaires potentiels**

Tous porteurs publics et privés, notamment les établissements d'hébergements touristiques, les collectivités publiques, les associations...

#### **Sélection**

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Version validée suite à l'avis du Comité de Suivi en consultation écrite

L'opération doit se dérouler dans le Massif du Jura (cf liste des communes en Annexe).

La sélection des opérations se fera au fil de l'eau et éventuellement sous forme d'appels à projets.

Les projets devront être cohérents avec les orientations de développement du schéma interrégional de massif 2014-2020.

Les opérations devront s'inscrire dans un projet de développement global de l'établissement.

Concernant les gîtes d'étape, seront éligibles les établissements situés à proximité des grands itinéraires de randonnée.

Les projets seront sélectionnés à l'aide des critères suivants :

- Qualité de l'intégration paysagère du projet ;
- Seuil de capacité d'accueil (20 lits pour les hébergements innovants, 30 lits pour les hôtels et 75 emplacements pour les campings) ;
- Qualité des prestations (hébergement, services annexes, labellisation...) ;
- Amplitude d'ouverture de l'établissement sur l'année ;
- Recherche des économies d'énergie et d'eau ;
- Prise en compte de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite...

Projets relatifs à la création de nouveaux hébergements : une étude préalable devra être réalisée afin de confirmer l'opportunité de l'opération et ses conditions de réalisation sur les plans économique, financier et juridique.

Eco conditionnalité : Les porteurs de projets doivent s'engager à intégrer un volet « préservation de l'environnement » dans leur projet.

## Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, à l'exclusion :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses d'auto-construction,
- des dépenses d'entretien et de mobilier.

Les investissements et études doivent être menés par des prestataires extérieurs aux conditions du marché, dans le respect des normes en vigueur.

## Taux - Financement

Taux moyen: 30% des dépenses éligibles

Taux maximum : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction des Affaires économiques (DAE)

Commissariat à l'Aménagement du Massif du Jura (CAMJ) pour toutes les opérations

Cofinanceurs

DIRECCTE – service Tourisme

DREAL

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

## **Axe 6 : Promouvoir un développement touristique durable du Massif du Jura**

### **OS 6.2 : Augmenter l'attractivité du massif du Jura**

Résultat attendu	Développement de l'offre d'activités touristiques, sur toute l'année ; Valorisation du patrimoine naturel et culturel, y compris le tourisme industriel ; Promotion de la destination « Montagnes du Jura ».
Indicateur de résultat	Notoriété de la destination touristique "Montagnes du Jura" (intention de séjourner dans les montagnes du Jura) (IR16)
Indicateurs de réalisation	Nombre de campagnes de promotion (IS10) Nombre de projets d'aménagement des sites naturels et des musées (IS11) Nombre d'équipements soutenus utilisables pour des activités multi-saisons (IS12) Augmentation du nombre escompté de visites aux sites recensés au titre du patrimoine culturel et naturel et aux attractions bénéficiant d'un soutien (CO09)

### **Type d'actions**

- Diversification de l'offre
  - Aménagement et équipements des stations, des pôles touristiques, développement des sites : sports de pleine nature (escalade, randonnée, VTT, équitation, activités nautiques, activités nordiques....) ;
  - Actions visant à améliorer les conditions d'accueil des pratiquants de l'itinérance : amélioration de la signalétique, des conditions d'hébergement, développement des transports, actions ciblées à destination des jeunes... ;
  - Développement des modes d'itinérances doux avec la création de voies vertes et de pistes cyclables ;
  - Animation et ingénierie de projets interrégionaux, structuration de l'offre de produits touristiques ;
  - Extension, réaménagement de musées, d'équipements culturels et valorisation des savoir-faire.
- Patrimoine naturel et culturel
  - Etudes et investissements relatifs à la protection, aux aménagements et à la valorisation du patrimoine naturel et culturel. Par exemple, aménagement de sites naturels, actions de



préservation et de mise en valeur des espèces emblématiques du massif, actions visant à la suppression de pollutions visuelles, .... ;

- Etudes et travaux relatifs à la restauration de la morphologie des cours d'eau et des continuités écologiques aquatiques pour quelques projets exemplaires...
- Promotion de la destination « Montagnes du Jura »
- Actions de promotion et de communication externe et interne de la destination « Montagnes du Jura ».

## Bénéficiaires

Tous porteurs publics ou privés, notamment les musées, les collectivités publiques, les associations, les SEM, les entreprises, ...

## Sélection

L'opération doit se dérouler dans le Massif du Jura (cf liste des communes en Annexe).

La sélection des projets se fera au fil de l'eau ou éventuellement par le biais d'appels à projets.

Les projets devront être cohérents avec les orientations de développement du schéma interrégional de massif 2014-2020.

Les projets seront sélectionnés à l'aide des critères suivants :

- Intégration et articulation des opérations dans un projet territorial de développement ;
- Contribution de l'opération à la diversification de l'offre touristique et à l'amélioration de l'attractivité du massif du Jura ;
- Adéquation de l'opération avec les attentes des clientèles cibles de la stratégie marketing « Montagnes du Jura » ;
- Intégration du projet à un réseau et partenariat ;
- Prise en compte de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite...

Les études seront financées uniquement si elles sont préalables à un projet.

Les équipements liés aux pratiques hivernales seront financés en priorité lorsqu'ils seront conçus de manière à pouvoir être redéployés et rentabilisés sur les autres saisons.

Pour les actions dans le domaine de l'eau, en cas d'intervention sur ouvrage, seules les dépenses strictement liées à l'amélioration de la continuité seront éligibles.

Les actions de communication devront faire l'objet d'un bilan qui devra être communiqué avant le solde de l'opération.

Eco conditionnalité : Les porteurs de projets doivent s'engager à intégrer un volet « préservation de l'environnement » dans leur projet.

## Dépenses éligibles

Toutes les dépenses éligibles, à l'exclusion :

- des dépenses d'achat de terrain/bâtiment,
- des dépenses d'auto-construction
- des dépenses d'entretien

Les investissements et études doivent être menés par des prestataires extérieurs aux conditions du marché, dans le respect des normes en vigueur.

## Taux - Financement

Taux moyen : 30% des dépenses éligibles

Taux maximum : 50% des dépenses éligibles, dans la limite des taux imposés par la réglementation des aides d'état

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction des Affaires économiques (DAE), Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Efficacité Energétique (DATEE), Direction de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative (DCJSVA)

Commissariat à l'Aménagement du Massif du Jura (CAMJ) pour toutes les opérations

Cofinanceurs

DIRECCTE – Service Tourisme

DREAL

Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

Autres services compétents, le cas échéant

## **Axe 7 - Assistance technique FEDER**

### **OS 7.1 : Garantir une mise en œuvre efficace et de qualité du FEDER**

Résultat attendu	Garantir une gestion du FEDER efficace et sécurisée en soutenant des actions visant à la préparation, à l'animation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information, à la communication et aux contrôles du Programme Opérationnel et des actions visant à renforcer les capacités administratives nécessaires à la mise en œuvre du Programme.
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de journées de formation (IS13)</p> <p>Nombre d'actions de communication (IS14)</p> <p>Nombre d'évaluations thématiques conduites (IS15)</p> <p>Nombre d'ETP financés (IS16)</p>

### **Types d'actions**

#### Renforcement des capacités administratives (humaines et matérielles) pour assurer la mission d'Autorité de gestion:

- Dépenses de rémunération et frais de mission des agents en charge du FEDER ;
- Frais de fonctionnement : locations immobilières, équipements informatiques et mobiliers, fournitures...
- Organisation de sessions de formation et d'information des personnels en charge du FEDER ;
- Sécuriser les procédures ;
- Réseautage...

#### Préparation, animation, gestion et suivi du Programme :

- Préparation, organisation, gestion et suivi des travaux des instances et comités nécessaires à la gestion et à la mise en œuvre du programme (Comités, instance de concertation, rencontres partenariales, groupes de travail, ...) ;
- Aide au montage administratif et financier du dossier et appui aux porteurs de projets ;
- Conception, mise à jour et diffusion d'outils de gestion, y compris informatique...

#### Evaluation du Programme :

- Dépenses liées au suivi et à l'évaluation du programme comprenant notamment le recours à des prestataires externes...

#### Information et Communication (connaître et faire connaître le programme) :

- Animation, information et communication sur les potentialités offertes par le Programme Opérationnel ;
- Stratégie de communication, élaboration de plan de communication ;

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Version présentée en comité de suivi le 9 avril 2015

- Outils et actions de communication ;
- Organisation de séminaires...

Respect des obligations de contrôle :

- Externalisation possible des contrôles de service fait...

## Bénéficiaires

Autorité de gestion, Autorité de certification

Les crédits d'assistance technique seront réservés à l'initiative de l'Autorité de gestion.

## Critères d'éligibilité

Les actions soutenues doivent contribuer à garantir une gestion efficace du FEDER.

- Dépenses de personnel : les agents concernés devront effectuer des tâches en lien avec les activités de mise en œuvre des fonds européens ;
- Dépenses de formation : les actions devront être en lien avec le plan de formation ;
- Communication : les actions devront être en lien avec la stratégie de communication ;
- Evaluation : les actions devront être en lien avec le plan d'évaluation.

## Dépenses éligibles

Dépenses de rémunération et frais de mission des agents en charge du FEDER ;

Dépenses de formation des agents en charge du FEDER ;

Charges indirectes calculées sur la base de l'article 68.b du règlement (coûts simplifiés – 15% des dépenses directes de personnel) ;

Prestations externalisées (communication, évaluations, études, appui technique...) ;

Dépenses liées à l'organisation d'événements.

## Taux – Financement

Taux FEDER : taux maximum de la catégorie de région (60% pour la partie Région en transition, 50% pour la partie Région plus développée).

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction des Ressources Humaines (DRH)

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Version présentée en comité de suivi le 9 avril 2015

## **Axe 8 - Assistance technique FSE**

### **OS 8.1 : Garantir une mise en œuvre efficace et de qualité du FSE**

Résultat attendu	Garantir une gestion du FSE efficace et sécurisée en soutenant des actions visant à la préparation, à l'animation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information, à la communication et aux contrôles du Programme Opérationnel et des actions visant à renforcer les capacités administratives nécessaires à la mise en œuvre du Programme.
Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de journées de formation (IS13)</p> <p>Nombre d'actions de communication (IS14)</p> <p>Nombre d'évaluations thématiques conduites (IS15)</p> <p>Nombre d'ETP financés (IS16)</p>

#### **Types d'actions :**

##### Renforcement des capacités administratives (humaines et matérielles) pour assurer la mission d'Autorité de gestion:

- Dépenses de rémunération et frais de mission des agents en charge du FSE,
- Frais de fonctionnement : locations immobilières, équipements informatiques et mobiliers, fournitures...
- Organisation de sessions de formation et d'information des personnels en charge du FSE,
- Sécuriser les procédures,
- Réseautage...

##### Préparation, animation, gestion et suivi du Programme :

- Préparation, organisation, gestion et suivi des travaux des instances et comités nécessaire à la gestion et à la mise en œuvre du programme (Comités, instance de concertation, rencontres partenariales, groupes de travail, ...)
- Aide au montage administratif et financier du dossier et appui aux porteurs de projets
- Conception, mise à jour et diffusion d'outils de gestion, y compris informatique

##### Evaluation du Programme :

- Dépenses liées au suivi et à l'évaluation du programme comprenant notamment le recours à des prestataires externes...

##### Information et Communication (connaître et faire connaître le programme) :

- Animation, information et communication sur les potentialités offertes par le Programme Opérationnel
- Stratégie de communication, élaboration de plan de communication
- Outils et actions de communication

- Organisation de séminaires...

Respect des obligations de contrôle :

- Externalisation possible des contrôles de service fait...

## Bénéficiaires

Autorité de gestion  
Autorité de certification

Les crédits d'assistance technique seront réservés à l'initiative de l'Autorité de gestion.

## Critères d'éligibilité

Les actions soutenues doivent contribuer à garantir une gestion efficace du FSE.

- Dépenses de personnel : les agents concernés devront effectuer des tâches en lien avec les activités de mise en œuvre des fonds européens ;
- Dépenses de formation : les actions devront être en lien avec le plan de formation ;
- Communication : les actions devront être en lien avec la stratégie de communication ;
- Evaluation : les actions devront être en lien avec le plan d'évaluation.

## Dépenses éligibles

Dépenses de rémunération et frais de mission des agents en charge du FSE ;

Dépenses de formation des agents en charge du FSE ;

Charges indirectes calculées sur la base de l'article 68.b du règlement (coûts simplifiés – 15% des dépenses directes de personnel) ;

Prestations externalisées (communication, évaluations, études...) ;

Dépenses liées à l'organisation d'événements.

## Taux – Financement

Taux FSE : 60% des dépenses éligibles

## Services consultés

Le service instructeur sera amené à solliciter l'avis des services suivants, selon la nature des projets:

Région Franche-Comté : Direction des Ressources Humaines (DRH)

## ***Rappel des lignes de partage définies dans le PO***

Cette partie présente les synergies, complémentarités et mécanismes de coordination entre les différents fonds structurels, les autres financements européens (COSME, Horizon 2020, ...) et la BEI.

Sur la période 2014-2020, la Région Franche-Comté est autorité de gestion du programme opérationnel FEDER-FSE (volet régional du FSE), du programme de développement rural FEADER et du programme de coopération territoriale INTERREG France-Suisse. L'articulation et la complémentarité entre ces programmes en est facilitée.

Au niveau de la mise en œuvre, les comités de programmation et de suivi seront plurifonds, FEDER, FEADER et FSE, de manière à assurer la coordination des interventions entre ces différents fonds et sur l'ensemble du FSE, volet régional, volet national géré par l'Etat et volet national sous l'autorité de gestion des Départements. Les acteurs du territoire interrégional du Massif du Jura (Rhônes-Alpes et Ain) seront également associés à ces Comités.

La cohérence et la complémentarité est également recherchée avec les dispositifs d'intervention régionaux et nationaux (ex : CPER) à travers la poursuite d'une coprésidence des comités, Présidente de Région et Préfet, et l'association des services de l'Etat porteurs de dispositifs propres (ex : Commissariat de Massif).

Enfin, au niveau de l'administration de l'autorité de gestion, les fonctions de suivi et de pilotage des programmes sont regroupées en un service unique, au sein de la Direction Europe. Le suivi des programmes sectoriels et des autres instruments de l'Union Européenne s'y trouve également centralisé.

### ***Au sein du PO FEDER-FSE***

ip 3-d :

L'ip 3d est mobilisé à deux reprises dans le PO Franche-Comté, dans les axes 1 et 6, mais l'objet est différent. Dans l'axe 6, il s'agit exclusivement de soutenir les hébergements touristiques, situé sur le territoire du massif du Jura, dans une perspective de montée en gamme. Ainsi, lorsqu'un porteur répond à ces caractéristiques, il sera accompagné sur cet axe.

Création d'entreprises (ip 3a) et formation (OT10) : les formations spécifiquement liées à un projet de création d'entreprises seront directement éligibles à l'axe 1 (ip 3a).

Précision par rapport au PO : la création d'entreprise sera soutenue également par le PO FSE national. Celui-ci interviendra notamment par le biais des DLA (dispositifs locaux d'accompagnement) et dans les quartiers « politique de la ville ».

Ip 4-e et 2-c :

Quand la dimension « billétique numérique » est partie intégrante d'un projet plus global, elle pourra être prise en compte au titre de l'Ip 4-e.

### ***Avec les autres fonds UE gérés par la Région Franche-Comté***

PDR FEADER

DOMO FEDER/FSE Franche-Comté et Massif du Jura 2014-2020

Version présentée en comité de suivi le 9 avril 2015

#### Axe 1

OT1 et Mesure 4.2.1: Les industries agroalimentaires dans le cadre de projets collaboratifs sont éligibles au FEDER (OT1).

OT 3 et Mesure 4.2.1 : Le FEDER mobilisé pour les IAA lorsque l'entrée est un produit non agricole (hors annexe 1). A l'inverse, lorsque l'entrée est un produit agricole, le soutien à l'investissement relève du FEADER.

#### Axe 2

La thématique de l'OT2 est entièrement traitée à travers le FEDER. Le FEADER n'intervient pas en matière d'usages numériques, cette thématique a également été exclue des champs ouverts pour les stratégies LEADER. Les projets d'infrastructures seront pour leur part pris en charge par des fonds régionaux.

#### Axe 3

Ip 4a FEDER et Mesures 4.3 B, 8.5 A, 8.6 A et 8.6 B : pour la thématique du bois, le FEDER intervient sur la transformation, la commercialisation et le bois-énergie (dont plateformes de stockage). Le FEADER prend en charge la sylviculture et les exploitations jusqu'à la première transformation (non comprise).

Ip 4a FEDER et Mesure 6.4B : en matière de méthanisation, une répartition par seuil de puissance a été définie : les unités de méthanisation dont la puissance est inférieure à 150 Kw seront traitées par le FEADER. Celles de 150 Kw ou plus relèveront du FEDER. Le parallélisme sera encouragé au maximum (mêmes règles, mêmes coûts éligibles, ...).

Ip 4e FEDER et priorité 6 : en matière de mobilité, une répartition cartographique a été arrêtée : le FEDER intervient sur les investissements en milieu urbain (défini sur la base de la définition INSEE de l'aire urbaine), le FEADER sur les investissements en milieu rural. Les études seront toutes éligibles au FEDER.

#### Axe 4

Ip 10iii : La ligne de complémentarité entre le FEADER et le FSE national est définie par le caractère qualifiant ou non: le FEADER ne traite que de formations non-qualifiantes. D'autre part, c'est le public cible qui définit la ligne de partage entre le FEADER et le FSE régional: le FEADER vise exclusivement les actifs des secteurs agricoles, agroalimentaires et forestiers.

#### Axe 5

Ip 6e : une mesure « espaces dégradés » est également ouverte dans le PDR FEADER (priorité 6 développement local). Le double financement est rendu impossible : d'une part il s'agit de deux mesures « zonées », et d'autre part, dans le cas où un territoire serait couvert par les deux zonages, il a été décidé pour cette mesure que s'il était éligible à l'axe urbain du FEDER il ne le serait pas pour le FEADER.

#### Axe 6

Ip 3a et Mesure 6.4.A (soutien à l'hébergement touristique) : pour assurer la complémentarité avec les mesures agrotourisme et hébergement du FEADER, les ménages agricoles ne pourront bénéficier des mêmes soutiens sur le FEDER;

Ip 6d et mesures 7, 4.4B (biodiversité) : les actions en matière de préservation et de protection de la biodiversité soutenues via l'axe massif du Jura du FEDER sont strictement liées à la promotion touristique de la destination et à l'aménagement de sites. Les interventions plus globales ou spécifiquement intégrées dans le cadre Natura 2000 relèveront du FEADER.



## Programme de coopération INTERREG France-Suisse

Les programmes ont été construits en complémentarité. Le PO INTERREG France-Suisse mobilise quatre objectifs thématiques dont deux sont communs avec le PO FEDER, l'OT 1 et l'OT 6, que l'on retrouve dans les axes 1 et 6 du FEDER.

Une règle générale a été définie pour la complémentarité avec le programme INTERREG France-Suisse pour encourager la coopération : lorsque la thématique est ouverte sur les programmes régionaux mais que le projet répond aux critères du programme INTERREG alors il sera étudié par ce programme.

### ***Avec les autres fonds à l'échelle nationale***

#### PO et PDR Rhône alpes

L'articulation avec le PO FEDER-FSE et le PDR FEADER portés par la Région Rhône Alpes est pertinente pour l'axe interrégional massif du Jura, dont une partie du territoire est également couverte par ces deux programmes.

Seul l'ip 3d est mobilisé à la fois par cet axe et par le PO FEDER-FSE Rhône-Alpes. La logique d'intervention sera la même que pour l'articulation avec l'ip 3d inscrit dans l'axe 1 du PO Franche-Comté.

Le PDR FEADER Rhône-Alpes mobilise les mêmes mesures en faveur de la biodiversité, du tourisme, de Natura 2000 que le PDR Franche-Comté. La logique de complémentarité qui sera appliquée sera donc la même.

#### Axe interrégional massif des Vosges PO FEDER-FSE Lorraine

Le massif des Vosges s'étend pour 11% de son territoire sur la Franche-Comté. Deux ip de l'axe interrégional massif des Vosges sont également mobilisés par le PO FEDER-FSE Franche-Comté. L'ip 6c n'est mobilisé que dans l'axe interrégional massif du Jura, qui s'applique sur un territoire distinct, il y a mécaniquement une séparation géographique qui n'entraînera pas de risque de double financement.

L'ip 3a est mobilisé par l'axe 1 du FEDER Franche-Comté. Pour les entreprises situées sur le territoire du massif des Vosges et dans les champs spécifiquement visés par l'axe, l'éligibilité à cet axe interrégional sera étudiée dans un premier temps, notamment le respect des critères de sélection spécifiquement inscrits dans le PO Lorraine (approche collective de l'opération, filières particulières) et les disponibilités financières sur cet axe.

#### POP Rhône-Saône

Seul l'ip 4e est mobilisé à la fois sur le PO FEDER-FSE Franche-Comté et sur le POP Rhône. Les actions envisagées sur le POP Rhône sont spécifiques au développement du cyclotourisme autour de

trois voies identifiées, la Franche-Comté est concernée par celle de « Charles le Téméraire ». Les investissements relevant directement de ce projet seront donc orientés vers le POP Rhône.

Pour assurer une coordination des interventions, un réseau d'animation et de communication du POP Rhône sera mis en place entre les différentes régions concernées. Un point d'information régulier sur le POP Rhône pourra être mis à l'ordre du jour des Comités de suivi régionaux.

## FSE National

L'articulation avec le programme FSE national concerne le FEDER et le FSE régional. Pour rappel, le FSE national sera géré par l'Etat pour son volet emploi, et par les Départements pour le volet inclusion. Afin de garantir une complète coordination, une convention régionale précisant l'articulation des interventions sera signée entre les autorités de gestion. La comitologie partagée est également un gage de cohérence.

Plusieurs thématiques ont été identifiées :

\* Ip3a (création d'entreprises) : le Programme national interviendra sur les « têtes de réseaux » nationales. Le FEDER régional conserve la responsabilité de l'animation locale, en amont, et de l'accompagnement tout au long du projet. Des précisions seront apportées dans la convention régionale.

\* Ip9b (politique de la ville) : les interventions en faveur de la politique de la ville devront se faire en complète coordination. Les stratégies globales élaborées par les autorités urbaines prendront en compte cette dimension. La déclinaison du programme national par les Départements est en cours, mais la visibilité sur le programme FEDER permettra une construction en complémentarité.

\* Ip10iii (formation) : le décrochage scolaire et la formation des salariés relèvent du PO national.

## Europ'Act

La complémentarité avec le programme national Europ'Act concernent les axes 7 et 8, qui mettent en œuvre les dispositifs d'assistance technique FEDER et FSE. Les actions mises en place au niveau régional s'articuleront avec celles déjà programmées au niveau national, notamment en matière de formation mutualisables ou d'événements de communication de grande ampleur.

## ***Avec les autres programmes de coopération***

La Franche-Comté est concernée par deux programmes de coopération territoriale européenne : **INTERREG VB (Europe du Nord Ouest)** et **INTERREG Europe**. Il s'agira d'autant d'opportunités à saisir pour développer le partenariat sur les thématiques qui seront ouvertes par appels à projets pour ces programmes. Certaines peuvent se rapporter à des projets soutenus par le FEDER et connus à ce titre, la Région Franche-Comté pourra intervenir en animation à destination de ces porteurs. Le suivi sera assuré au sein d'un même service.

## ***Avec les autres instruments de l'UE***

Horizon 2020 et COSME

Ces deux programmes interviennent sur les mêmes champs que l'axe 1 du PO FEDER (OT 1 et OT 3, ip 1a, 1b et 3d). Dans le cadre de la construction de la RIS3, la complémentarité avec le programme Horizon 2020 a été explorée. Au cours de la mise en œuvre, ces possibilités de financement seront étudiées en complémentarité et présentées aux porteurs de projets potentiels.

BEI

Les interventions potentielles de la BEI seront analysées en cohérence avec la mobilisation des fonds du PO.

## ***Avec les instruments nationaux***

Le **Contrat de Plan Etat Région (CPER)** 2014-2020, dont l'élaboration n'est pas finalisée, aborde des thématiques en adéquation avec le PO FEDER : innovation, filières d'avenir et usine du futur ; très haut débit et usages numériques ; transition écologique et énergétique ; volet territorial (massif du Jura et urbain).

Les thématiques étant largement similaires, les interventions seront étudiées en collaboration, le CPER pouvant venir en cofinancement de certains dispositifs. Les acteurs Etat et Région étant à la fois impliqués dans le pilotage du PO et dans celui du CPER, les différents Comités veilleront à la coordination de ces interventions.

## **ANNEXES**

- Liste des quartiers Politiques de la Ville éligibles à l'Axe 5, OS 5.2 « quartiers prioritaires » ;
- Liste des communes éligibles à l'Axe 6 -Massif du Jura.

**Liste des quartiers Politique de la Ville éligibles à l'Axe 5, OS 5.2**

CODE QUARTIER	DÉPARTEMENT	QUARTIER	COMMUNE
QP025001	25	Le Grand Longs Traits	Pontarlier
QP025002	25	Grette	Besançon
QP025003	25	Orchamps - Palente	Besançon
QP025004	25	Planoise	Besançon
QP025005	25	Montrapon	Besançon
QP025006	25	Clairs Soleils	Besançon
QP025007	25	Les Champs Montants	Audincourt
QP025008	25	Champvallon	Bethoncourt
QP025009	25	Les Fougères	Grand-Charmont
QP025010	25	Chiffogne	Montbéliard
QP025011	25	Petite Hollande	Montbéliard
QP025012	25	Les Evoironnes	Sochaux
QP025013	25	Les Buis	Valentigney
QP039001	39	Mesnils Pasteur	Dole
QP039002	39	Marjorie - Les Mouillères	Lons-le-Saunier
QP070001	70	Rêpes - Montmarin	Vesoul
QP070004	70	Les Chenevières	Héricourt
QP090001	90	Bougenel - Mulhouse	Belfort
QP090002	90	Les Glacis du Château	Belfort
QP090003	90	Dardel La Méchelle	Belfort
QP090004	90	Résidences Le Mont	Belfort, Bavilliers
QP090005	90	Arsot Ganghoffer	Offemont , Valdoie

### Liste des communes éligibles à l'Axe 6 -Massif du Jura

Département	Code commune	Nom de la commune
Ain	01002	ABERGEMENT-DE-VAREY
Ain	01004	AMBERIEU-EN-BUGEY
Ain	01006	AMBLEON
Ain	01007	AMBRONAY
Ain	01009	ANDERT-ET-CONDON
Ain	01010	ANGLEFORT
Ain	01011	APREMONT
Ain	01012	ARANC
Ain	01013	ARANDAS
Ain	01014	ARBENT
Ain	01015	ARBIGNIEU
Ain	01017	ARGIS
Ain	01019	ARMIX
Ain	01022	ARTEMARE
Ain	01031	BELLIGNAT
Ain	01033	BELLEGARDE-SUR-VALSERINE
Ain	01034	BELLEY
Ain	01035	BELLEYDOUX
Ain	01036	BELMONT-LUTHEZIEU
Ain	01037	BENONCES
Ain	01039	BEON
Ain	01041	BETTANT
Ain	01044	BILLIAT
Ain	01051	BOLOZON
Ain	01056	BOYEUX-SAINT-JEROME
Ain	01058	BREGNIER-CORDON
Ain	01059	BRENAZ
Ain	01060	BRENOD
Ain	01061	BRENS
Ain	01063	BRION
Ain	01064	BRIORD
Ain	01066	BURBANCHE
Ain	01067	CEIGNES
Ain	01068	CERDON
Ain	01071	CESSY
Ain	01073	CEYZERIEU
Ain	01076	CHALEY
Ain	01077	CHALLES
Ain	01078	CHALLEX
Ain	01079	CHAMPAGNE-EN-VALROMEY
Ain	01080	CHAMPDOR

Ain	01081	CHAMPFROMIER
Ain	01082	CHANAY
Ain	01087	CHARIX
Ain	01091	CHATILLON-EN-MICHAILLE
Ain	01095	CHAVANNES-SUR-SURAN
Ain	01097	CHAVORNAY
Ain	01098	CHAZEY-BONS
Ain	01100	CHEIGNIEU-LA-BALME
Ain	01101	CHEVILLARD
Ain	01103	CHEVRY
Ain	01104	CHEZERY-FORENS
Ain	01106	CIZE
Ain	01107	CLEYZIEU
Ain	01109	COLLONGES
Ain	01110	COLOMIEU
Ain	01111	CONAND
Ain	01112	CONDAMINE
Ain	01114	CONFORT
Ain	01116	CONTREVOZ
Ain	01117	CONZIEU
Ain	01118	CORBONOD
Ain	01119	CORCELLES
Ain	01121	CORLIER
Ain	01122	CORMARANCHE-EN-BUGEY
Ain	01125	CORVEISSIAT
Ain	01127	COURMANGOUX
Ain	01133	CRESSIN-ROCHEFORT
Ain	01135	CROZET
Ain	01138	CULOZ
Ain	01141	CUZIEU
Ain	01143	DIVONNE-LES-BAINS
Ain	01148	DORTAN
Ain	01149	DOUVRES
Ain	01150	DROM
Ain	01152	ECHALLON
Ain	01153	ECHENEVEX
Ain	01155	EVOSGES
Ain	01158	FARGES
Ain	01160	FERNEY-VOLTAIRE
Ain	01162	FLAXIEU
Ain	01170	GEOVREISSIAT
Ain	01171	GEOVREISSET
Ain	01172	GERMAGNAT
Ain	01173	GEX
Ain	01174	GIRON

Ain	01176	GRAND-ABERGEMENT
Ain	01177	GRAND-CORENT
Ain	01180	GRILLY
Ain	01181	GROISSIAT
Ain	01182	GROSLEE
Ain	01184	HAUTECOURT-ROMANECHE
Ain	01185	HAUTEVILLE-LOMPNES
Ain	01186	HOSTIAS
Ain	01187	HOTONNES
Ain	01189	INJOUX-GENISSIAT
Ain	01190	INNIMOND
Ain	01191	IZENAVE
Ain	01192	IZERNORE
Ain	01193	IZIEU
Ain	01197	JOURNANS
Ain	01199	JUJURIEUX
Ain	01200	LABALME
Ain	01204	LALLEYRIAT
Ain	01205	LANCRANS
Ain	01206	LANTENAY
Ain	01208	LAVOURS
Ain	01209	LEAZ
Ain	01210	LELEX
Ain	01214	LEYSSARD
Ain	01215	LHOPITAL
Ain	01216	LHUIS
Ain	01218	LOCHIEU
Ain	01219	LOMPNAS
Ain	01221	LOMPNIEU
Ain	01227	MAGNIEU
Ain	01228	MAILLAT
Ain	01233	MARCHAMP
Ain	01234	MARIGNIEU
Ain	01237	MARTIGNAT
Ain	01239	MASSIGNIEU-DE-RIVES
Ain	01240	MATAFELON-GRANGES
Ain	01242	MERIGNAT
Ain	01245	BOHAS-MEYRIAT-RIGNAT
Ain	01247	MIJOUX
Ain	01255	MONTAGNIEU
Ain	01257	MONTANGES
Ain	01265	MONTREAL-LA-CLUSE
Ain	01267	NURIEUX-VOLOGNAT
Ain	01268	MURS-ET-GELIGNIEUX
Ain	01269	NANTUA



Ain	01271	NATTAGES
Ain	01273	NEUVILLE-SUR-AIN
Ain	01274	NEYROLLES
Ain	01277	NIVOLLET-MONTGRIFFON
Ain	01279	ONCIEU
Ain	01280	ORDONNAZ
Ain	01281	ORNEX
Ain	01282	OUTRIAZ
Ain	01283	OYONNAX
Ain	01286	PARVES
Ain	01288	PERON
Ain	01292	PETIT-ABERGEMENT
Ain	01293	PEYRIAT
Ain	01294	PEYRIEU
Ain	01298	PLAGNE
Ain	01300	POIZAT
Ain	01302	POLLIEU
Ain	01303	PONCIN
Ain	01307	PORT
Ain	01308	POUGNY
Ain	01309	POUILLAT
Ain	01310	PREMEYZEL
Ain	01311	PREMILLIEU
Ain	01312	PRESSIAT
Ain	01313	PREVESSIN-MOENS
Ain	01316	PUGIEU
Ain	01317	RAMASSE
Ain	01321	REVONNAS
Ain	01329	ROSSILLON
Ain	01330	RUFFIEU
Ain	01331	SAINT-ALBAN
Ain	01338	SAINT-BENOIT
Ain	01340	SAINT-BOIS
Ain	01341	SAINT-CHAMP
Ain	01354	SAINT-GENIS-POUILLY
Ain	01357	SAINT-GERMAIN-DE-JOUX
Ain	01358	SAINT-GERMAIN-LES-PAROISSES
Ain	01360	SAINT-JEAN-DE-GONVILLE
Ain	01363	SAINT-JEAN-LE-VIEUX
Ain	01372	SAINT-MARTIN-DE-BAVEL
Ain	01373	SAINT-MARTIN-DU-FRENE
Ain	01374	SAINT-MARTIN-DU-MONT
Ain	01384	SAINT-RAMBERT-EN-BUGEY
Ain	01386	SAINT-SORLIN-EN-BUGEY
Ain	01391	SALAVRE

Ain	01392	SAMOGNAT
Ain	01396	SAULT-BRENAZ
Ain	01397	SAUVERNY
Ain	01399	SEGNY
Ain	01400	SEILLONAZ
Ain	01401	SERGY
Ain	01403	SERRIERES-DE-BRIORD
Ain	01404	SERRIERES-SUR-AIN
Ain	01407	SEYSSEL
Ain	01408	SIMANDRE-SUR-SURAN
Ain	01409	SONGIEU
Ain	01410	SONTHONNAX-LA-MONTAGNE
Ain	01411	SOUCLIN
Ain	01413	SURJOUX
Ain	01414	SUTRIEU
Ain	01415	TALISSIEU
Ain	01416	TENAY
Ain	01417	THEZILLIEU
Ain	01419	THOIRY
Ain	01421	TORCIEU
Ain	01426	TREFFORT-CUISIAT
Ain	01431	VAUX-EN-BUGEY
Ain	01432	VERJON
Ain	01435	VERSIONNEX
Ain	01436	VESANCY
Ain	01441	VIEU-D'IZENAVE
Ain	01442	VIEU
Ain	01444	VILLEBOIS
Ain	01447	VILLEREVERSURE
Ain	01448	VILLES
Ain	01452	VIRIEU-LE-GRAND
Ain	01453	VIRIEU-LE-PETIT
Ain	01454	VIRIGNIN
Ain	01456	VONGNES
Doubs	25002	ABBANS-DESSUS
Doubs	25004	ABBEVILLERS
Doubs	25006	ADAM-LES-PASSAVANT
Doubs	25007	ADAM-LES-VERCEL
Doubs	25009	AISSEY
Doubs	25012	ALLIES
Doubs	25015	AMANCEY
Doubs	25016	AMATHAY-VESIGNEUX
Doubs	25017	AMONDANS
Doubs	25018	ANTEUIL
Doubs	25024	ARCON

Doubs	25025	ARC-SOUS-CICON
Doubs	25026	ARC-SOUS-MONTENOT
Doubs	25027	ARGUEL
Doubs	25028	ATHOSE
Doubs	25029	AUBONNE
Doubs	25033	AUTECHAUX-ROIDE
Doubs	25039	AVOUDREY
Doubs	25041	BANNANS
Doubs	25042	BARBOUX
Doubs	25044	BARTHERANS
Doubs	25046	BATTENANS-VARIN
Doubs	25047	BAUME-LES-DAMES
Doubs	25049	BELFAYS
Doubs	25050	BELIEU
Doubs	25051	BELLEHERBE
Doubs	25052	BELMONT
Doubs	25053	BELVOIR
Doubs	25054	BERCHE
Doubs	25058	BEURE
Doubs	25060	BIANS-LES-USIERS
Doubs	25061	BIEF
Doubs	25062	BIZOT
Doubs	25063	BLAMONT
Doubs	25070	BOLANDOZ
Doubs	25071	BONDEVAL
Doubs	25074	BONNETAGE
Doubs	25075	BONNEVAUX
Doubs	25076	BONNEVAUX-LE-PRIEURE
Doubs	25077	BOSSE
Doubs	25078	BOUCLANS
Doubs	25079	BOUJAILLES
Doubs	25082	BOURGUIGNON
Doubs	25085	BOUVERANS
Doubs	25089	BREMONDANS
Doubs	25091	BRESEUX
Doubs	25094	BRETIGNEY-NOTRE-DAME
Doubs	25095	BRETONVILLERS
Doubs	25096	BREY-ET-MAISON-DU-BOIS
Doubs	25099	BUGNY
Doubs	25100	BULLE
Doubs	25102	BURNEVILLERS
Doubs	25103	BUSY
Doubs	25104	BY
Doubs	25106	CADEMENE
Doubs	25108	CERNAY-L'EGLISE

Doubs	25109	CESSEY
Doubs	25110	CHAFFOIS
Doubs	25113	CHAMESEY
Doubs	25114	CHAMESOL
Doubs	25116	CHAMPLIVE
Doubs	25120	CHANTRANS
Doubs	25121	CHAPELLE-DES-BOIS
Doubs	25122	CHAPELLE-D'HUIN
Doubs	25123	CHARBONNIERES-LES-SAPINS
Doubs	25124	CHARMAUVILLERS
Doubs	25125	CHARMOILLE
Doubs	25126	CHARNAY
Doubs	25127	CHARQUEMONT
Doubs	25128	CHASNANS
Doubs	25129	CHASSAGNE-SAINT-DENIS
Doubs	25130	CHATEAUVIEUX-LES-FOSSES
Doubs	25131	CHATELBLANC
Doubs	25134	CHATILLON-SUR-LISON
Doubs	25138	TERRES-DE-CHAUX
Doubs	25139	CHAUX
Doubs	25140	CHAUX-LES-CLERVAL
Doubs	25141	CHAUX-LES-PASSAVANT
Doubs	25142	CHAUX-NEUVE
Doubs	25145	CHAZOT
Doubs	25148	CHENALOTTE
Doubs	25149	CHENECEY-BUILLON
Doubs	25151	CHEVIGNEY-LES-VERCEL
Doubs	25152	CHEVILLOTTE
Doubs	25154	CHOUZELOT
Doubs	25155	CLERON
Doubs	25156	CLERVAL
Doubs	25157	CLUSE-ET-MIJOUX
Doubs	25159	COLOMBIER-FONTAINE
Doubs	25160	COMBES
Doubs	25161	CONSOLATION-MAISONNETTES
Doubs	25166	COTEBRUNE
Doubs	25171	COURCELLES
Doubs	25173	COUR-SAINT-MAURICE
Doubs	25174	COURTEFONTAINE
Doubs	25175	COURTETAINE-ET-SALANS
Doubs	25176	COURVIERES
Doubs	25177	CROSEY-LE-GRAND
Doubs	25178	CROSEY-LE-PETIT
Doubs	25179	CROUZET
Doubs	25180	CROUZET-MIGETTE

Doubs	25183	CUSANCE
Doubs	25185	CUSSEY-SUR-LISON
Doubs	25187	DAMBELIN
Doubs	25189	DAMMARTIN-LES-TEMPLIERS
Doubs	25191	DAMPIERRE-SUR-LE-DOUBS
Doubs	25192	DAMPJOUX
Doubs	25193	DAMPRICHARD
Doubs	25194	DANNEMARIE
Doubs	25199	DESERVILLERS
Doubs	25201	DOMMARTIN
Doubs	25202	DOMPIERRE-LES-TILLEULS
Doubs	25203	DOMPREL
Doubs	25204	DOUBS
Doubs	25208	DURNES
Doubs	25209	ECHAY
Doubs	25211	ECHEVANNES
Doubs	25213	ECORCES
Doubs	25214	ECOT
Doubs	25216	ECURCEY
Doubs	25218	EPENOUSE
Doubs	25219	EPENOY
Doubs	25220	EPEUGNEY
Doubs	25221	ESNANS
Doubs	25222	ETALANS
Doubs	25223	ETERNOZ
Doubs	25224	ETOUVANS
Doubs	25227	ETRAY
Doubs	25229	EVILLERS
Doubs	25231	EYSSON
Doubs	25233	FALLERANS
Doubs	25234	FERRIERES-LE-LAC
Doubs	25236	FERTANS
Doubs	25238	FESSEVILLERS
Doubs	25239	FEULE
Doubs	25240	FINS
Doubs	25241	FLAGEY
Doubs	25243	FLANGÉBOUCHE
Doubs	25244	FLEUREY
Doubs	25245	FONTAIN
Doubs	25248	FONTENELLES
Doubs	25250	FOUCHERANS
Doubs	25252	FOURCATIER-ET-MAISON-NEUVE
Doubs	25254	FOURGS
Doubs	25255	FOURNET-BLANCHEROCHE
Doubs	25256	FRAMBOUHANS

Doubs	25259	FRASNE
Doubs	25261	FROIDEVAUX
Doubs	25262	FUANS
Doubs	25263	GELLIN
Doubs	25267	GENNES
Doubs	25268	GERMEFONTAINE
Doubs	25270	GEVRESIN
Doubs	25271	GILLEY
Doubs	25273	GLAMONDANS
Doubs	25274	GLAY
Doubs	25275	GLERE
Doubs	25278	GONSANS
Doubs	25280	GOUMOIS
Doubs	25281	GOUX-LES-DAMBELIN
Doubs	25282	GOUX-LES-USIERS
Doubs	25283	GOUX-SOUS-LANDET
Doubs	25285	GRAND'COMBE-CHATELEU
Doubs	25286	GRAND'COMBE-DES-BOIS
Doubs	25288	FOURNETS-LUISANS
Doubs	25289	GRANDFONTAINE-SUR-CREUSE
Doubs	25290	GRANGE
Doubs	25293	GRANGES-NARBOZ
Doubs	25295	GRANGETTES
Doubs	25296	GRAS
Doubs	25297	GRATTERIS
Doubs	25299	GUILLON-LES-BAINS
Doubs	25300	GUYANS-DURNES
Doubs	25301	GUYANS-VENNES
Doubs	25302	HAUTEPIERRE-LE-CHATELET
Doubs	25303	HAUTERIVE-LA-FRESSE
Doubs	25304	HERIMONCOURT
Doubs	25305	HOPITAL-DU-GROSBOIS
Doubs	25307	HOPITAUX-NEUFS
Doubs	25308	HOPITAUX-VIEUX
Doubs	25309	HOUTAUD
Doubs	25311	HYEMONDANS
Doubs	25312	HYEVRE-MAGNY
Doubs	25314	INDEVILLERS
Doubs	25318	JOUGNE
Doubs	25319	LABERGEMENT-DU-NAVOIS
Doubs	25320	LABERGEMENT-SAINTE-MARIE
Doubs	25321	VILLERS-LE-LAC
Doubs	25323	LAISSEY
Doubs	25324	LANANS
Doubs	25325	LANDRESSE

Doubs	25327	LANTHENANS
Doubs	25328	LARNOD
Doubs	25329	LAVAL-LE-PRIEURE
Doubs	25331	LAVANS-VUILLAFANS
Doubs	25333	LAVIRON
Doubs	25334	LEVIER
Doubs	25335	LIEBVILLERS
Doubs	25338	LIZINE
Doubs	25339	LODS
Doubs	25341	LOMONT-SUR-CRETE
Doubs	25342	LONGECHAUX
Doubs	25343	LONGEMAIISON
Doubs	25344	LONGEVILLE-LES-RUSSEY
Doubs	25346	LONGEVILLE
Doubs	25347	LONGEVILLE
Doubs	25348	LONGEVILLES-MONT-D'OR
Doubs	25349	LORAY
Doubs	25351	LUHIER
Doubs	25355	MAGNY-CHATELARD
Doubs	25356	MAICHE
Doubs	25357	MAISONS-DU-BOIS-LIEVREMONT
Doubs	25359	MALANS
Doubs	25360	MALBRANS
Doubs	25361	MALBUISSON
Doubs	25362	MALPAS
Doubs	25364	MAMIROLLE
Doubs	25366	MANCENANS-LIZERNE
Doubs	25370	MATHAY
Doubs	25373	MEMONT
Doubs	25375	MEREY-SOUS-MONTROND
Doubs	25378	MESLIERES
Doubs	25380	METABIEF
Doubs	25386	MONTANCY
Doubs	25387	MONTANDON
Doubs	25389	MONTBELIARDOT
Doubs	25390	MONTBENOIT
Doubs	25391	MONT-DE-LAVAL
Doubs	25392	MONT-DE-VOUGNEY
Doubs	25393	MONTECHEROUX
Doubs	25395	MONTFAUCON
Doubs	25398	MONTFLOVIN
Doubs	25399	MONTFORT
Doubs	25400	MONTGESOYE
Doubs	25401	MONTIVERNAGE
Doubs	25402	MONTJOIE-LE-CHATEAU

Doubs	25403	MONTLEBON
Doubs	25404	MONTMAHOUX
Doubs	25405	MONTPERREUX
Doubs	25406	MONTROND-LE-CHATEAU
Doubs	25410	MORRE
Doubs	25411	MORTEAU
Doubs	25413	MOUTHE
Doubs	25415	MOUTHIER-HAUTE-PIERRE
Doubs	25416	MYON
Doubs	25417	NAISEY-LES-GRANGES
Doubs	25418	NANCRAY
Doubs	25420	NANS-SOUS-SAINT-ANNE
Doubs	25421	NARBIEF
Doubs	25422	NEUCHATEL-URTIERE
Doubs	25424	NODS
Doubs	25425	NOEL-CERNEUX
Doubs	25426	NOIREFONTAINE
Doubs	25432	ORCHAMPS-VENNES
Doubs	25433	ORGEANS-BLANCHEFONTAINE
Doubs	25434	ORNANS
Doubs	25435	ORSANS
Doubs	25436	ORVE
Doubs	25437	OSSE
Doubs	25439	OUGNEY-DOUVOT
Doubs	25440	OUHANS
Doubs	25441	OUVANS
Doubs	25442	OYE-ET-PALLET
Doubs	25443	PALANTINE
Doubs	25446	PASSAVANT
Doubs	25447	PASSONFONTAINE
Doubs	25449	PESEUX
Doubs	25451	PETITE-CHAUX
Doubs	25452	PIERREFONTAINE-LES-BLAMONT
Doubs	25453	PIERREFONTAINE-LES-VARANS
Doubs	25456	PLAIMBOIS-DU-MIROIR
Doubs	25457	PLAIMBOIS-VENNES
Doubs	25458	PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS
Doubs	25459	PLANEE
Doubs	25460	POINTVILLERS
Doubs	25462	PONTARLIER
Doubs	25463	PONT-DE-ROIDE
Doubs	25464	PONTETS
Doubs	25465	PONT-LES-MOULINS
Doubs	25471	PROVENCHERE
Doubs	25473	PUGEY



Doubs	25475	QUINGEY
Doubs	25476	RAHON
Doubs	25478	RANDEVILLERS
Doubs	25480	RANTECHAUX
Doubs	25483	RECUFOZ
Doubs	25485	REMONDANS-VAIVRE
Doubs	25486	REMORAY-BOUJEONS
Doubs	25487	RENEDALE
Doubs	25489	REUGNEY
Doubs	25493	RIVIERE-DRUGEON
Doubs	25494	ROCHEJEAN
Doubs	25496	ROCHE-LES-CLERVAL
Doubs	25497	ROCHES-LES-BLAMONT
Doubs	25500	RONCHAUX
Doubs	25501	RONDEFONTAINE
Doubs	25503	ROSIERES-SUR-BARBECHE
Doubs	25504	ROSUREUX
Doubs	25507	ROUHE
Doubs	25508	ROULANS
Doubs	25511	RUREY
Doubs	25512	RUSSEY
Doubs	25513	SAINTE-ANNE
Doubs	25514	SAINT-ANTOINE
Doubs	25515	SAINTE-COLOMBE
Doubs	25516	SAINT-GEORGES-ARMONT
Doubs	25517	SAINT-GORGON-MAIN
Doubs	25519	SAINT-HIPPOLYTE
Doubs	25520	SAINT-JUAN
Doubs	25522	SAINT-JULIEN-LES-RUSSEY
Doubs	25524	SAINT-MAURICE-COLOMBIER
Doubs	25525	SAINT-POINT-LAC
Doubs	25529	SANCEY-LE-GRAND
Doubs	25530	SANCEY-LE-LONG
Doubs	25532	SAONE
Doubs	25533	SARAZ
Doubs	25534	SARRAGEOIS
Doubs	25535	SAULES
Doubs	25537	SCEY-MAISIERES
Doubs	25539	SELONCOURT
Doubs	25541	SEPTFONTAINES
Doubs	25544	SERVIN
Doubs	25545	SILLEY-AMANCEY
Doubs	25546	SILLEY-BLEFOND
Doubs	25548	SOLEMONT
Doubs	25549	SOMBACOUR

Doubs	25550	SOMMETTE
Doubs	25551	SOULCE-CERNAY
Doubs	25552	SOURANS
Doubs	25554	SURMONT
Doubs	25558	TARCENAY
Doubs	25559	THIEBOUHANS
Doubs	25562	THULAY
Doubs	25565	TOUILLON-ET-LOUTELET
Doubs	25569	TREPOT
Doubs	25571	TREVILLERS
Doubs	25573	URTIERE
Doubs	25578	VALDAHON
Doubs	25583	VALONNE
Doubs	25584	VALOREILLE
Doubs	25585	VANCLANS
Doubs	25586	VANDONCOURT
Doubs	25587	VAUCHAMPS
Doubs	25588	VAUCLUSE
Doubs	25589	VAUCLUSOTTE
Doubs	25590	VAUDRIVILLERS
Doubs	25591	VAUFREY
Doubs	25592	VAUX-ET-CHANTEGRUE
Doubs	25595	VELLEROT-LES-BELVOIR
Doubs	25596	VELLEROT-LES-VERCEL
Doubs	25597	VELLEVANS
Doubs	25600	VENNES
Doubs	25601	VERCEL-VILLEDIEU-LE-CAMP
Doubs	25605	VERNIERFONTAINE
Doubs	25607	VERNOIS-LES-BELVOIR
Doubs	25609	VERRIERES-DE-JOUX
Doubs	25610	VERRIERES-DU-GROSBOIS
Doubs	25611	VEZE
Doubs	25615	VILLARS-LES-BLAMONT
Doubs	25617	VILLARS-SOUS-DAMPJOUX
Doubs	25618	VILLARS-SOUS-ECOT
Doubs	25619	VILLEDIEU
Doubs	25620	VILLE-DU-PONT
Doubs	25621	VILLENEUVE-D'AMONT
Doubs	25623	VILLERS-CHIEF
Doubs	25625	VILLERS-LA-COMBE
Doubs	25626	VILLERS-SAINT-MARTIN
Doubs	25627	VILLERS-SOUS-CHALAMONT
Doubs	25628	VILLERS-SOUS-MONTROND
Doubs	25630	VOIRES
Doubs	25631	VORGES-LES-PINS

Doubs	25633	VUILLAFANS
Doubs	25634	VUILLECIN
Doubs	25635	VYT-LES-BELVOIR
Jura	39004	ABERGEMENT-LES-THEY
Jura	39006	AIGLEPIERRE
Jura	39007	ALIEZE
Jura	39009	ANDELOT-EN-MONTAGNE
Jura	39010	ANDELOT-MORVAL
Jura	39013	ARBOIS
Jura	39015	ARDON
Jura	39586	ARESCHE
Jura	39016	ARINTHOD
Jura	39018	AROMAS
Jura	39020	ARSURE-ARSURETTE
Jura	39021	ARTHENAS
Jura	39023	AUBEPIN
Jura	39027	AUGISEY
Jura	39032	AVIGNON-LES-SAINT-CLAUDE
Jura	39036	BALME-D'EPY
Jura	39038	BARESSIA-SUR-L'AIN
Jura	39040	BARRETAINE
Jura	39041	BAUME-LES-MESSIEURS
Jura	39043	BEAUFORT
Jura	39045	BEFFIA
Jura	39046	BELLECOMBE
Jura	39047	BELLEFONTAINE
Jura	39050	BESAIN
Jura	39052	BIEF-DES-MAISONS
Jura	39053	BIEF-DU-FOURG
Jura	39055	BILLECUL
Jura	39057	BLOIS-SUR-SEILLE
Jura	39058	BLYE
Jura	39059	BOIS-D'AMONT
Jura	39061	BOISSIA
Jura	39062	BOISSIERE
Jura	39063	BONLIEU
Jura	39065	BONNEFONTAINE
Jura	39066	BORNAY
Jura	39068	BOUCHOUX
Jura	39069	BOURCIA
Jura	39070	BOURG-DE-SIROD
Jura	39072	BRACON
Jura	39079	BRIOD
Jura	39080	BROISSIA
Jura	39083	CENSEAU

Jura	39084	CERNANS
Jura	39085	CERNIEBAUD
Jura	39086	CERNON
Jura	39089	CEZIA
Jura	39091	CHALESMES
Jura	39092	CHAMBERIA
Jura	39094	CHAMOLE
Jura	39097	CHAMPAGNOLE
Jura	39102	CHANCIA
Jura	39103	CHAPELLE-SUR-FURIEUSE
Jura	39105	CHAPOIS
Jura	39106	CHARCHILLA
Jura	39107	CHARCIER
Jura	39108	CHARENCY
Jura	39109	CHAREZIER
Jura	39111	CHARNOD
Jura	39113	CHASSAL
Jura	39114	CHATEAU-CHALON
Jura	39115	CHATEAU-DES-PRES
Jura	39116	CHATELAINE
Jura	39118	CHATEL-DE-JOUX
Jura	39120	CHATELNEUF
Jura	39122	CHATILLON
Jura	39123	CHATONNAY
Jura	39126	CHAUMUSSE
Jura	39127	CHAUSSENANS
Jura	39129	CHAUX-DES-CROTENAY
Jura	39130	CHAUX-DES-PRES
Jura	39131	CHAUX-DU-DOMBIEF
Jura	39133	CHAUX-CHAMPAGNY
Jura	39134	CHAVERIA
Jura	39137	CHEMILLA
Jura	39142	CHEVREAUX
Jura	39143	CHEVROTAINE
Jura	39147	CHILLY-SUR-SALINS
Jura	39148	CHISSERIA
Jura	39151	CHOUX
Jura	39153	CIZE
Jura	39154	CLAIRVAUX-LES-LACS
Jura	39155	CLUCY
Jura	39156	COGNA
Jura	39157	COISERETTE
Jura	39158	COISIA
Jura	39161	COMMUNAILLES-EN-MONTAGNE
Jura	39163	CONDES

Jura	39164	CONLIEGE
Jura	39165	CONTE
Jura	39166	CORNOD
Jura	39168	COURBETTE
Jura	39174	COYRIERE
Jura	39175	COYRON
Jura	39177	CRANCOT
Jura	39178	CRANS
Jura	39179	CRENANS
Jura	39180	CRESSIA
Jura	39183	CROTENAY
Jura	39184	CROZETS
Jura	39186	CUTTURA
Jura	39187	CUVIER
Jura	39192	DENEZIERES
Jura	39195	DESSIA
Jura	39200	DOMPIERRE-SUR-MONT
Jura	39201	DOUCIER
Jura	39202	DOURNON
Jura	39203	DOYE
Jura	39204	DRAMELAY
Jura	39207	ECRILLE
Jura	39208	ENTRE-DEUX-MONTS
Jura	39209	VAL-D'EPY
Jura	39210	EQUEVILLON
Jura	39213	ESSERVAL-COMBE
Jura	39214	ESSERVAL-TARTRE
Jura	39215	ESSIA
Jura	39216	ETIVAL
Jura	39221	FAVIERE
Jura	39222	FAY-EN-MONTAGNE
Jura	39224	FETIGNY
Jura	39225	FIED
Jura	39226	FLORENTIA
Jura	39227	FONCINE-LE-BAS
Jura	39228	FONCINE-LE-HAUT
Jura	39230	FONTENU
Jura	39232	FORT-DU-PLASNE
Jura	39237	FRAROZ
Jura	39239	FRASNEE
Jura	39240	FRASNOIS
Jura	39244	FRONTENAY
Jura	39247	GENOD
Jura	39248	GERAISE
Jura	39250	GERUGE

Jura	39253	GIGNY
Jura	39254	GILLOIS
Jura	39255	GIZIA
Jura	39258	GRANDE-RIVIERE
Jura	39260	GRANGES-SUR-BAUME
Jura	39261	GRAYE-ET-CHARNAY
Jura	39264	GRUSSE
Jura	39265	HAUTECOUR
Jura	39267	IVORY
Jura	39268	IVREY
Jura	39269	JEURRE
Jura	39271	LAC-DES-ROUGES-TRUITES
Jura	39272	LADOYE-SUR-SEILLE
Jura	39273	LAINS
Jura	39274	LAJOUX
Jura	39275	LAMOURA
Jura	39277	LARDERET
Jura	39278	LARGILLAY-MARSONNAY
Jura	39280	LARRIVOIRE
Jura	39281	LATET
Jura	39282	LATETTE
Jura	39283	LAVANCIA-EPERCY
Jura	39286	LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE
Jura	39287	LAVANS-SUR-VALOUSE
Jura	39288	LAVIGNY
Jura	39289	LECT
Jura	39290	LEGNA
Jura	39291	LEMUY
Jura	39292	LENT
Jura	39293	LESCHERES
Jura	39294	LEZAT
Jura	39295	LOISIA
Jura	39297	LONGCHAUMOIS
Jura	39298	LONGCOCHON
Jura	39301	LOULLE
Jura	39303	LOUVENNE
Jura	39306	MACORNAY
Jura	39307	MAISOD
Jura	39312	MARIGNA-SUR-VALOUSE
Jura	39313	MARIGNY
Jura	39314	MARNEZIA
Jura	39315	MARNOZ
Jura	39317	MARRE
Jura	39318	MARTIGNA
Jura	39321	MENETRU-LE-VIGNOBLE

Jura	39322	MENETRUX-EN-JOUX
Jura	39324	MERONA
Jura	39325	MESNAY
Jura	39326	MESNOIS
Jura	39328	MEUSSIA
Jura	39329	MIEGES
Jura	39330	MIERY
Jura	39331	MIGNOVILLARD
Jura	39332	MIREBEL
Jura	39333	MOIRANS-EN-MONTAGNE
Jura	39334	MOIRON
Jura	39336	MOLAIN
Jura	39339	MOLINGES
Jura	39340	MOLPRE
Jura	39341	MOLUNES
Jura	39343	MONNETAY
Jura	39344	MONNET-LA-VILLE
Jura	39346	MONTAGNA-LE-RECONDUIT
Jura	39347	MONTAGNA-LE-TEMPLIER
Jura	39348	MONTAIGU
Jura	39351	MONTCUSEL
Jura	39353	MONTFLEUR
Jura	39356	MONTIGNY-SUR-L'AIN
Jura	39359	MONTMARLON
Jura	39363	MONTREVEL
Jura	39364	MONTROND
Jura	39366	MONT-SUR-MONNET
Jura	39367	MORBIER
Jura	39368	MOREZ
Jura	39371	MOUILLE
Jura	39372	MOURNANS-CHARBONNY
Jura	39373	MOUSSIÈRES
Jura	39375	MOUTONNE
Jura	39376	MOUTOUX
Jura	39380	NANCUISE
Jura	39381	NANS
Jura	39382	NANTEY
Jura	39388	NEVY-SUR-SEILLE
Jura	39389	NEY
Jura	39390	NOGNA
Jura	39391	NOZÉROY
Jura	39393	ONGLIÈRES
Jura	39394	ONZOZ
Jura	39397	ORGELET
Jura	39406	PASQUIER

Jura	39408	PATORNAY
Jura	39413	PESSE
Jura	39417	PIARDS
Jura	39418	PICARREAU
Jura	39419	PILLEMOINE
Jura	39420	PIMORIN
Jura	39423	PLAISIA
Jura	39424	PLANCHES-EN-MONTAGNE
Jura	39425	PLANCHES-PRES-ARBOIS
Jura	39426	PLASNE
Jura	39427	PLENISE
Jura	39428	PLENISETTE
Jura	39431	POIDS-DE-FIOLE
Jura	39434	POLIGNY
Jura	39435	PONT-DE-POITTE
Jura	39436	PONT-D'HERY
Jura	39437	PONT-DU-NAVOY
Jura	39438	PONTHOUX
Jura	39440	PRATZ
Jura	39441	PREMANON
Jura	39442	PRENOVEL
Jura	39443	PRESILLY
Jura	39444	PRETIN
Jura	39445	PUBLY
Jura	39453	RAVILLOLES
Jura	39455	REITHOUSE
Jura	39458	REVIGNY
Jura	39460	RIXOUSE
Jura	39461	RIX
Jura	39463	ROGNA
Jura	39466	ROSAY
Jura	39467	ROTALIER
Jura	39468	ROTHONAY
Jura	39470	ROUSSES
Jura	39473	SAFFLOZ
Jura	39478	SAINT-CLAUDE
Jura	39481	SAINT-GERMAIN-EN-MONTAGNE
Jura	39483	SAINT-HYMETIERE
Jura	39484	SAINT-JEAN-D'ETREUX
Jura	39485	SAINT-JULIEN
Jura	39487	SAINT-LAURENT-EN-GRANDVAUX
Jura	39488	SAINT-LAURENT-LA-ROCHE
Jura	39491	SAINT-LUPICIN
Jura	39492	SAINT-MAUR
Jura	39493	SAINT-MAURICE-CRILLAT



Jura	39494	SAINT-PIERRE
Jura	39495	SAINT-THIEBAUD
Jura	39497	SAIZENAY
Jura	39500	SALINS-LES-BAINS
Jura	39503	SAPOIS
Jura	39504	SARROGNA
Jura	39505	SAUGEOT
Jura	39506	SAVIGNA
Jura	39509	SENAUD
Jura	39510	SEPTMONCEL
Jura	39517	SIROD
Jura	39518	SONGESON
Jura	39519	SOUCIA
Jura	39522	SUPT
Jura	39523	SYAM
Jura	39529	THESY
Jura	39530	THOIRETTE
Jura	39531	THOIRIA
Jura	39532	THOISSIA
Jura	39534	TOUR-DU-MEIX
Jura	39538	UXELLES
Jura	39540	VALEMPOULIERES
Jura	39542	VALFIN-SUR-VALOUSE
Jura	39543	VANNOZ
Jura	39544	VARESSIA
Jura	39545	VAUDIOUX
Jura	39547	VAUX-LES-SAINT-CLAUDE
Jura	39548	VAUX-SUR-POLIGNY
Jura	39550	VERGES
Jura	39551	VERIA
Jura	39552	VERNANTOIS
Jura	39554	VERS-EN-MONTAGNE
Jura	39556	VERTAMBOZ
Jura	39557	VESCLES
Jura	39558	VEVY
Jura	39560	VILLARD-SAINT-SAUVEUR
Jura	39561	VILLARDS-D'HERIA
Jura	39562	VILLARD-SUR-BIENNE
Jura	39564	VILLECHANTRIA
Jura	39566	VILLENEUVE-LES-CHARNOD
Jura	39579	VIRY
Jura	39582	VOITEUR
Jura	39583	VOSBLES
Jura	39585	VULVOZ
Territoire de Belfort	90009	BEAUCOURT

Territoire Belfort	de	90027	COURCELLES
Territoire Belfort	de	90030	CROIX
Territoire Belfort	de	90045	FECHE-L'EGLISE
Territoire Belfort	de	90070	MONTBOUTON
Territoire Belfort	de	90090	SAINT-DIZIER-L'EVEQUE
Territoire Belfort	de	90105	VILLARS-LE-SEC